MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Vingt-sixième séance – Mercredi 8 décembre 1999, à 17 h

Présidence de M^{me} Alice Ecuillon, présidente

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M^{me} Liliane Chabander-Jenny, M. Guy Jousson, M^{me} Michèle Künzler, M. Pierre Reichenbach et M^{me} Evelyne Strubin.*

Assistent à la séance: *M. Pierre Muller, maire, M. Alain Vaissade, vice-président, MM. André Hediger, Manuel Tornare et Christian Ferrazino, conseillers administratifs.*

CONVOCATION

Par lettre du 24 novembre 1999, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 7 décembre et mercredi 8 décembre 1999, à 17 h et 20 h 30.

Communications du Conseil administratif et du bureau du Conseil municipal
Interpellation: un arbre en l'honneur de la présidente de la Confédération

(La présidence est momentanément assurée par M. Bernard Paillard, vice-président.)

Le président. Etant donné qu'il est 17 h 05 et que nous sommes sans nouvelles de notre présidente, nous allons tout de même ouvrir la séance.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

(M^{me} Alice Ecuwillon, présidente, entre dans la salle et prend sa fonction.)

La présidente. Je vous prie de m'excuser pour mon retard. Nous continuons notre ordre du jour. L'interpellation N° 2 de MM. Mark Muller et François Henry, «Publication du discours de législature 1999-2003 du Conseil administratif: gaspillage des deniers publics», est retirée.

3. Interpellation de M. Roman Juon: «Plantons un arbre en l'honneur de la présidente de la Confédération, Ruth Dreifuss» (I-3)¹.

M. Roman Juon (S). Madame la présidente, je vous rappelle que j'ai déposé une résolution avec clause d'urgence; vous étiez absente et votre bureau n'a pas fait le nécessaire. Je veux bien parler de M^{me} Dreifuss, mais je pense que l'on devrait plutôt traiter d'abord de l'urgence de ma résolution, car il s'agit d'une véritable urgence.

¹ Annoncée, 631.

La présidente. Monsieur Juon, vous avez la parole pour développer votre interpellation; nous traiterons de l'urgence de votre résolution après les interpellations.

M. Roman Juon. Mon interpellation va être courte, puisqu'il faut essayer d'abrégé les débats afin que nous puissions épuiser notre ordre du jour.

Le Canton de Fribourg a planté un arbre, non pas en l'honneur de M^{me} Ruth Dreifuss mais pour un conseiller d'Etat. Au mois de juin – ce qui fait déjà pas mal de temps – j'ai pensé qu'il serait sympathique de marquer de la même manière le fait que la première présidente de la Confédération soit genevoise.

M. Tornare est malheureusement absent, mais je pense qu'un représentant du Conseil administratif lui transmettra mon souhait de symboliser cet honneur en plantant un arbre. J'insiste d'autant plus que, comme vous le savez, M^{me} Dreifuss est attaquée de toute part, en particulier par la presse, sauf par le *Courrier*; à propos de l'UDC; on la met en jeu contre M. Blocher. Je trouve cela absolument scandaleux!

Je souhaite donc que le Conseil administratif choisisse un endroit pour y planter un chêne ou un arbre d'une autre essence afin de lui rendre hommage.

Le Conseil administratif répondra ultérieurement.

4. Interpellation de M. Roman Juon: «Non, non et non au parcage abusif des voitures de la gendarmerie devant le poste du Bourg-de-Four» (I-4)¹.

M. Roman Juon (S). Pendant des années, quelques voitures de police stationnaient le long du trottoir, devant le poste du Bourg-de-Four. Depuis cet été, sans aucun avertissement, les voitures sont stationnées perpendiculairement au trottoir.

Il ne s'agit pas seulement des voitures de fonction de la police, mais également, je l'ai appris en faisant mon enquête auprès du poste, de celles d'inspecteurs qui trouvent plus agréable de laisser leur véhicule personnel stationné tout le

¹ Annoncée, 631.

dimanche après-midi devant le poste de police du Bourg-de-Four – c'est devenu courant – plutôt que de se rendre au parking Saint-Antoine qui se trouve à cinq minutes du poste.

L'autre problème est purement visuel et esthétique. Si vous voulez prendre une photo du Bourg-de-Four depuis le bas de la place, vous ne le pouvez pas, parce que les voitures stationnées bouchent quasiment la moitié du champ visuel. Si pour prendre une photo du Bourg-de-Four les nombreux touristes ou nous-mêmes devons donner l'alarme afin que les voitures s'en aillent, nous allons arriver à des situations plutôt cocasses.

Je demande donc au Conseil administratif, et en particulier à M. Christian Ferrazino puisque c'est lui qui s'occupe des questions concernant la chaussée, qu'il intervienne auprès des personnes compétentes afin que l'on revienne à la situation antérieure. Je comprends très bien que la gendarmerie, devant intervenir très rapidement et n'ayant plus d'entrée latérale sur la rue des Chaudronniers, parque ses véhicules à proximité du poste en attendant que cette entrée soit créée, mais qu'elle le fasse comme par le passé.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Effectivement, Monsieur Juon, le département que je préside s'occupe notamment de l'aménagement des chaussées mais dispose malheureusement de compétences limitées, comme vous le savez, puisque nous évoquons régulièrement ce sujet.

Je peux vous dire que je partage votre souci, pas uniquement d'ailleurs, en raison des touristes qui pourraient visiter la place du Bourg-de-Four, mais également et même essentiellement en raison des habitants et des personnes qui travaillent dans ce secteur et qui traversent quotidiennement cette place. Effectivement, rien ne justifie cette appropriation totalement disproportionnée de la place du Bourg-de-Four par des voitures de la police.

Le Conseil administratif est donc parfaitement d'accord d'intervenir auprès du Département de justice et police, puisque c'est ce dernier qui est habilité à procéder au marquage sur la chaussée. Je véhiculerai donc votre demande – c'est le cas de le dire – auprès des intéressés afin qu'ils rétablissent une situation qui soit plus conforme à l'usage que nous pourrions souhaiter de cette place du Bourg-de-Four. Je vous remercie de votre interpellation.

L'interpellation est close.

5. Clause d'urgence sur la résolution de M^{me} Marie-France Spielmann et M. Roman Juon: «Autorisation du Service du domaine public pour le bal de l'Escalade de l'Association des habitants du Centre et de la Vieille-Ville» (R-8).

M^{me} Marie-France Spielmann (AdG/TP). Madame la présidente, Mesdames et Messieurs, excusez-moi de prendre un peu de votre temps sur l'ordre du jour du Conseil municipal pour cette urgence.

Nous avons reçu l'autorisation de M. Moutinot d'occuper le parvis de l'ancien arsenal pour pouvoir offrir à la population, le soir de l'Escalade, saucisses et vin chaud. Nous avons également trouvé un accord avec la Compagnie 1602. En plus d'occuper le parvis de l'ancien arsenal, nous voulons occuper le caniveau, c'est-à-dire une partie du trottoir – qui n'en est pas un – pour y installer le gril ainsi que le four qui chauffe le vin. En effet, nous souhaitons les mettre à l'extérieur de l'ancien arsenal afin de ne pas salir ce monument historique. C'est pour cette raison que nous demandons au magistrat de nous octroyer l'autorisation d'occupation du domaine public.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). On peut dire que cette affaire est vraiment urgente, étant donné que le bal de l'Escalade aura lieu samedi de cette semaine. Cela fera réfléchir un certain nombre de personnes qui déposent des motions avec clause d'urgence, car celle-ci, on peut le dire, est vraiment urgente. C'est pour cette raison que nous ne sommes pas opposés à l'urgence.

Ce qui est marrant dans cette affaire, c'est que ce cas aurait pu être réglé d'une manière interne à l'Alliance de gauche (Parti du travail et Progressistes), étant donné que le patron est aussi du même parti. L'urgence, nous l'acceptons, mais avec le sourire.

M. Robert Pattaroni (DC). Y a-t-il urgence au Conseil municipal? J'en doute. Par contre, il y a urgence à convoquer un caucus extraordinaire de l'Alliance de gauche (Parti du travail et Progressistes), de façon que les élus et le magistrat se mettent d'accord. Dans beaucoup de partis, ce genre de chose se règle en dix secondes.

M. Sami Kanaan (S). Le groupe socialiste soutient l'urgence.

M. Guy Dossan (R). Le groupe radical ne soutiendra pas l'urgence, car, comme l'a dit M. Pattaroni, c'est urgent, mais pas devant ce Conseil municipal. Les gens doivent s'arranger entre eux, d'autant plus qu'il y a déjà eu le même genre de problème les années précédentes et, visiblement, on repousse chaque année ce problème. Que les gens s'entendent donc entre eux, mais pas devant ce Conseil municipal, qui a d'autres choses à faire.

M. Roman Juon (S). On ne parle que de l'urgence, mais ce que vient de dire M. Dossan montre bien qu'il ne connaît pas le dossier. Je peux tout à fait le comprendre; c'est un dossier qui se règle sur le plan administratif, mais, malheureusement, à 11 h ce matin, le problème n'était pas réglé, car il n'y a pas de volonté de le faire.

Cela n'a aucune importance que les personnes concernées soient du même parti, car il s'agit d'un autre problème. C'est un problème vital pour une association d'habitants qui se donne à fond chaque année depuis vingt ans et, tout à coup, parce qu'il y a eu une attaque, comme vous avez pu le lire dans les journaux, on en profite pour leur mettre des bâtons dans les roues. Même le domaine public dirigé par M. Hediger leur fait des difficultés.

Si le bal de l'Escalade de l'Association des habitants du Centre et de la Vieille-Ville (AHCVV) n'a pas lieu samedi, cette association est dans les choux, c'est-à-dire qu'elle perd les trois quarts de son budget. Ce qu'a dit M. Dossan est tout à fait clair; il représente une grande majorité des responsables de la Compagnie 1602. S'il y a alors des réactions, il ne faudra pas vous étonner. M^{me} Spielmann a essayé de régler ce problème, mais sans succès. Le Conseil municipal est là pour cela, pour suppléer à des règlements qui ne sont pas appliqués.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la résolution N° 8 est acceptée à la majorité (opposition des libéraux, des radicaux et d'un démocrate-chrétien).

La présidente. Cette résolution sera donc traitée à la reprise de notre séance, à 20 h 30. (*N.d.l.r.: Cette résolution ne sera finalement pas traitée, ses auteurs la retirant. Voir p. 2268.*)

6. Motion de M. Roman Juon, M^{me} Sandrine Salerno et M. Gérard Deshusses: «Non aux marronniers sans marrons» (M-17)¹.*PROJET DE MOTION*

Considérant:

- que bien des erreurs sont commises au nom du progrès technique;
- que nos parcs et rues pourraient un jour être plantés de marronniers sans marrons par souci de commodité et pour la sécurité des carrosseries de voitures;
- que, si la récolte des marrons n'est plus du goût du jour, il faut reconnaître que nos enfants utilisent cette matière première pour développer leur esprit de créativité;
- qu'il est ridicule de jouer avec les mécanismes biologiques de la nature;
- qu'un marronnier sans marrons fait aussi triste figure qu'un étalon castré,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'abandonner toute initiative allant dans le sens de planter, sur le territoire de la Ville, des marronniers sans marrons.

M. Roman Juon (S). Je crois que, pour ce soir, cela sera ma dernière intervention. Je me réjouissais beaucoup d'intervenir sur ce sujet. Cela fait presque six mois que je suis sur le banc des remplaçants – imaginez une équipe de football dans votre région: on attend, on attend et, quand cela ne va plus, on l'appelle – et maintenant, en fin d'année, je me demande si c'est encore le moment d'en parler; mais essayons tout de même. Comme je l'ai dit, il y a six mois que j'ai déposé cette motion. J'aurais préféré pouvoir en parler durant la période des marrons, cela aurait été plus d'actualité. La leçon que je peux en tirer, c'est que, quand j'aurai une motion à faire concernant les cerisiers ou les pruniers, je m'arrangerai pour l'annoncer six mois ou une année avant, comme dans la mode, pour être sûr de pouvoir en parler au bon moment. Durant cette saison, je dirais qu'il faut plutôt parler de marrons glacés.

Pourquoi avons-nous abordé ce sujet? D'une part, suite à une information d'un responsable de nos parcs à propos des marrons, j'ai appris que, souvent, des plaintes sont déposées lorsque les marrons tombent et abîment les carrosseries de voitures ou que les citoyens trébuchent en marchant sur un marron. D'autre part, c'est un travail supplémentaire pour les services de la Ville de Genève de balayer

¹ Annoncée, 630.

les marrons qui sont tombés. J'ai ensuite appris que la Ville trouvait qu'il serait plus judicieux de planter des marronniers sans marrons, car il existe une espèce de marronnier sans marrons.

Les marrons ont un côté poétique: tout le monde a joué avec les marrons; beaucoup d'entre vous les ont vendus pour nourrir les cochons et, à l'école, qui n'a pas fabriqué, avec des marrons et des cure-dents, toutes sortes de petites figurines. Le marron est quand même quelque chose d'essentiel; c'est un peu de poésie dans notre vie qui résiste à la déferlante technocrate, à la mondialisation, etc.

Mes collègues et moi-même en avons assez et nous pensons qu'il faut laisser les saisons se faire, avec leurs inconvénients. Après tout, s'il y a danger pour les carrosseries de voitures à cause des chutes de marrons, eh bien, c'est très simple: que les services de la Voirie mettent à disposition des panneaux – dessinés par Aloïs, dessinateur – adaptés à la situation: «Chutes de pierres», «Chutes de marrons» (*M. Juon brandit un panneau portant l'inscription: «Attention, chutes de marrons».*)

Toutefois, je vais proposer quelque chose de plus intéressant et de plus constructif. Après qu'on a parlé de cela dans le quartier, les responsables de la Maison de quartier Chausse-Coq et de l'école Ferdinand-Hodler se sont organisés pour ramasser les marrons, car ils ont trouvé une entreprise qui rachète les marrons 50 centimes le kilo. Cette maison, située en Suisse alémanique, s'appelle Herbotec. Elle utilise ces marrons – qui sont des marrons d'Inde – pour fabriquer des produits homéopathiques soignant les maladies de la circulation et des veines. J'ai donc appelé cette maison et les responsables m'ont dit qu'il leur fallait dix tonnes de marrons par année, qu'ils avaient énormément de peine à les trouver, que s'ils devaient prendre de la main-d'œuvre au prix de 20, 30 ou 50 francs de l'heure, cela leur reviendrait trop cher et les produits – homéopathiques, je précise – seraient invendables.

La maison Herbotec serait toutefois très heureuse si la Ville et le Canton de Genève – fusionnons-les à cette occasion – pouvaient organiser la récolte de marrons par les écoles. L'école Ferdinand-Hodler a gagné 550 francs avec la récolte des marrons. Cet argent sera employé pour les sorties d'école, voire pour une séance de cinéma. Je trouve cela très constructif d'autant plus que, à l'époque, cela se faisait aussi, mais pour nourrir les cochons.

J'ai fait un petit calcul, ce n'est pas très complexe: il suffit de récolter 330 sacs de marrons de 30 kilos chacun, à répartir dans les écoles de la ville et du canton. C'est quelque chose qui est donc tout à fait réalisable et, pour inciter le Conseil administratif, en particulier le Service des espaces verts, dépendant de M. Tornare, à organiser, dès l'année prochaine, la récolte de marrons sur tout le territoire de la commune, nous, les motionnaires, proposons d'ajouter à l'invite un amendement qui dit ceci:

Projet d'amendement

«et de donner la possibilité aux élèves des écoles primaires de la Ville de Genève de récolter les marrons en vue de les vendre aux usines de recyclage spécialisées dans le domaine des produits homéopathiques.»

Préconsultation

M. Guy Mettan (DC). Je suis content d'intervenir sur ce sujet, qui paraît de la plus haute importance, en tout cas pour le groupe démocrate-chrétien, qui adore les marrons, qui a une passion énorme pour les marrons mais qui préfère les donner plutôt que de les prendre.

Nous avons beaucoup discuté au caucus pour savoir ce qu'il convenait de faire avec ces marronniers. On a suggéré un amendement qui consisterait, par exemple, à remplacer les marronniers par des châtaigniers, qui sont des arbres plus proches de notre écosystème; je crois que mes amis Verts ne me contrediront pas sur ce point. Résultat des courses: nous suggérons simplement que cette motion soit renvoyée au Conseil administratif qui, nous en sommes sûrs, lui donnera le destin qu'elle mérite, c'est-à-dire l'oubli dans un tiroir.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Sur un sujet de cette importance, il est important que chaque groupe s'exprime. Imaginer qu'il puisse y avoir des marronniers sans marrons en ville de Genève est certes quelque chose de relativement désespérant: que deviendraient les enfants dans les cours d'école? Je me demande s'il n'y a pas lieu de prévenir une autre catastrophe, celle des cerisiers sans cerises, parce que, finalement, les marrons piquent – ce qui n'est pas drôle – et je crains surtout qu'on ne puisse plus, un jour, jouer avec des cerises qu'on se passe autour des oreilles ou je ne sais où.

En cela, la démarche de M. Juon s'inscrit dans une politique prospective, essentielle, qui est de nature à apporter un souffle incontestable dans la Ville de Genève. A la lecture de cette motion, on sent effectivement le poids d'une nouvelle majorité et ce qu'on pourrait qualifier de véritable volonté de changement.

Le groupe libéral saura s'associer à cette volonté de changement. Nous ne serons pas ceux qui refusent les modifications essentielles de la cité et, avec les socialistes, avec les motionnaires, nous disons que nous voulons des marronniers avec des marrons et nous ne craignons pas d'ajouter: «et des cerisiers avec des cerises».

Pour le surplus, en ce qui concerne la triste figure de l'étalon castré, j'informe les motionnaires qu'il s'agit d'un cheval hongre et que, d'une manière générale, un cheval hongre est plutôt guilleret. Cette petite remarque pour dire que, si parfois un être peut n'être pas absolument complet, il n'en est pas pour autant un chevalier à la triste figure.

La présidente. Quelqu'un veut-il s'exprimer sur l'amendement des motionnaires? Oui, Monsieur Lathion.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Je trouve bizarre qu'on demande de formuler une possibilité qui existe déjà. Est-ce qu'on veut finalement tout formaliser, est-ce qu'il n'y a pas une certaine liberté à ramasser des marrons, est-ce qu'il faut des règlements pour susciter des comportements? Je me prononce pour la liberté et contre cet amendement qui me paraît complètement inutile.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). J'ai été assez surpris par cet amendement. Certains dans cette enceinte ont connu la période où, à l'école, on allait ramasser les marrons pour les vendre à Vecchio, qui élevait les moutons pour les vendre et les manger. Si maintenant on se lance dans les cosmétiques... (*N.d.l.r.: Une erreur s'était glissée dans l'amendement que M. Juon avait déposé: il était mentionné qu'il s'agissait de produits «cosmétiques» au lieu de produits «homéopathiques». Corrigé au Mémorial.*)

Je pense que la personne qui a proposé cet amendement devrait être actionnaire chez Ciba Geigy, Hoffmann-La Roche ou Givaudan & Cie. Cet amendement veut dire que tout va pour la chimie! Que mangent les moutons maintenant? Des graines, je pense. Je suis surpris, car je trouve qu'il faut rester proche de la nature et qu'il faut laisser Genève embellir ses sites. Personnellement, je m'opposerai à cet amendement.

M. Olivier Coste (S). En tant qu'enseignant, je voudrais vous dire que c'est une bonne chose de pouvoir officialiser le fait de récolter de l'argent avec les enfants des écoles primaires, puisque cela commence à devenir de plus en plus difficile de pouvoir récolter un peu d'argent. Les ventes de timbres Pro Juventute sont interdites, les ventes de cartes sont interdites, parce qu'on peut rencontrer des méchants messieurs ou des méchantes dames. Si on peut ramasser les marrons sans être en contradiction avec les balayeurs de la Voirie, c'est une bonne chose.

Motion: non aux marronniers sans marrons

Par contre, je demande une rectification à l'amendement de M. Juon, parce qu'il s'est trompé, ce n'est pas «des produits cosmétiques» qu'il faut lire, mais bien «des produits homéopathiques», comme il l'a dit dans son explication.

M. Roberto Broggin (Ve). Heureusement qu'on apprend qu'il ne s'agit pas de produits cosmétiques. Effectivement, tout à coup j'ai eu peur, car j'imaginai le gars qui a un coquart suite à un «baston» et qui dit que, non, ce n'est pas un coquart, mais un ravalement cosmétique...

Tout de même, je trouve que cet amendement est un peu contraignant. J'ai bien compris qu'il s'agissait de produits homéopathiques, mais est-ce qu'on ne pourrait pas garder la liberté de ramasser des marrons sans devoir forcément les envoyer dans cette usine homéopathique? Je regrette cela, mais on votera la motion.

Mis aux voix, l'amendement des motionnaires est refusé à la majorité (nombreuses abstentions).

Mise aux voix, la motion est acceptée à la majorité (1 opposition et quelques abstentions).

Elle est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'abandonner toute initiative allant dans le sens de planter, sur le territoire de la Ville, des marronniers sans marrons.

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

- 7. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 915 000 francs destiné à la promotion de la récupération des déchets ménagers organiques, dont à déduire une participation de 300 000 francs de l'Etat de Genève, soit un montant net à la charge de la Ville de Genève de 1 654 000 francs (PR-26).**

Préambule

La présente proposition constitue l'occasion de rappeler la politique de notre Ville en matière de gestion des déchets, étant précisé que chaque année un bilan portant sur l'ensemble des fractions collectées est publiée dans le rapport à l'appui des comptes sous le chapitre consacré à la Division de la voirie. Ce bilan ainsi que la description qui suit répondent également aux préoccupations et interventions du Conseil municipal, en particulier au postulat de M. Jean-Pascal Perler du 12 octobre 1994 (P 3012). Dans ce domaine, la Ville souhaite mener, dans les meilleurs délais, une action d'envergure de promotion de la récupération des déchets ménagers organiques, afin d'inciter les habitants à mieux trier lesdits déchets.

Collecte des déchets ménagers non triés

La levée des ordures ménagères se pratique selon le principe suivant:

La ville est divisée géographiquement en deux rives, la rive gauche et la rive droite. Alternativement, dans la semaine, les ordures sont levées deux fois par rive soit les lundi et jeudi pour la rive droite et les mardi et vendredi pour la rive gauche, le mercredi étant réservé à la levée du papier.

Les moyens à disposition sont 12 véhicules titulaires d'un parcours ainsi que 5 véhicules de réserve. Chaque équipage est constitué d'un chauffeur poids lourd et de deux ouvriers.

Ce genre de véhicule permet la collecte au porte-à-porte de plusieurs types de déchets (mélangés, papier, déchets organiques).

Selon une étude effectuée en 1992 par la Division de la voirie concernant la détermination d'une dépense énergétique maximale admissible par homme de levée, il a été possible de réorganiser les parcours des 15 levées de l'époque en 12 parcours actuellement.

De cette étude, il ressort que chaque ouvrier peut lever pendant une journée de travail de 8 heures une charge maximale admissible de 13 tonnes. C'est donc un poids maximum de 26 tonnes par jour pour chaque équipage qu'il est possible de collecter.

Proposition: récupération des déchets ménagers organiques

Afin de libérer rapidement le centre-ville, les équipages de levée des ordures ménagères commencent leur travail dès 6 h 30 le matin et se dirigent rapidement vers les zones sensibles telles que la Vieille-Ville, les Rues-Basses, rue du Rhône, quartier des Eaux-Vives pour la rive gauche, et quai Wilson, quartier des Pâquis, gare de Cornavin, zone piétonne rue du Mont-Blanc pour la rive droite.

Après un premier chargement au quai des Péniches à la Jonction, les équipages reprennent la levée des ordures en direction des zones plus accessibles de la ville, moins denses en circulation.

Chaque équipage effectue environ trois fois par jour cette manœuvre sur une distance moyenne de 25 km. Une fois la dernière vidange réalisée, l'équipage est libéré. Grâce à ce principe, le territoire de la ville est exempt de véhicules poids lourds de levée des ordures dès le début de l'après-midi.

Les récipients admis pour le stockage des résidus ménagers sont au nombre de trois:

- les sacs de 110 litres munis du sigle OKS (garantie de solidité du sac);
- les conteneurs de 800 litres;
- exceptionnellement les conteneurs de 600 litres lorsque les locaux des immeubles ne sont pas conçus pour des conteneurs de 800 litres.

L'évolution du tonnage démontre que, depuis plusieurs années, il règne une certaine stabilité que l'on peut expliquer prioritairement par l'accroissement constant de la part de déchets triés (verre, papier, aluminium, organiques).

Objectif

Maintenir les efforts en information et contrôles afin que les actions de tri demandées à la population contribuent à la diminution des déchets en vrac destinés à l'incinération.

Déchets volumineux

On entend par déchets volumineux les déchets ménagers dont la dimension est telle qu'ils ne peuvent pas être déversés dans les conteneurs ou sacs d'immeubles. De plus, leurs éléments constitutifs les rendent impropres à l'incinération sans tri et déconstruction préalables (ex. canapés, tables, etc.).

Tout habitant peut téléphoner à la Voirie pour demander l'enlèvement d'un déchet encombrant.

La personne recevant les appels dresse la liste des objets que l'habitant souhaite débarrasser, et lui indique le lieu et le jour où il doit déposer ses objets.

Trois camions dont l'équipage est formé d'un chauffeur et de deux ouvriers parcourent journallement la ville selon une organisation préalable afin de charger les objets déposés.

Ceux-ci sont acheminés sur une aire de déconstruction. Les diverses fractions constitutives sont regroupées et transportées selon leur nature chez les récupérateurs, soit environ 70% du tonnage, et à l'incinération pour les 30% restants.

A noter que le dépôt sauvage d'objets encombrants sur les trottoirs nous a amené à utiliser, 5 jours sur 7, un camion supplémentaire pour sillonner la ville!

A titre indicatif

- 1994 Sans déconstruction
1389 tonnes dont 1168 tonnes de déchets volumineux incinérés;
221 tonnes acheminées chez les récupérateurs.
- 1998 Déconstruction complète
2334 tonnes dont 802 tonnes de déchets volumineux incinérés;
1532 tonnes acheminées chez les récupérateurs.

Objectif

Mieux trier

Mieux récupérer

Ainsi il s'agit de viser une meilleure protection de l'environnement au meilleur coût de traitement des résidus.

Papier

La collecte s'opère tous les mercredis sur l'ensemble du territoire au porte-à-porte.

Rappelons que durant ces cinq dernières années nous avons passé d'une collecte mensuelle à une collecte hebdomadaire.

L'évolution du tonnage est non seulement due à cet accroissement des fréquences mais aussi à une campagne d'information dense auprès des régies, des propriétaires d'immeubles et des commerces.

- 1975 890 tonnes;
1995 3732 tonnes;
1998 4580 tonnes.

Objectif

Grâce à l'information permanente et les contacts directs avec les régisseurs et commerçants, un accroissement significatif du tonnage peut être pronostiqué pour les années à venir.

Verre

Il existe à ce jour 79 emplacements munis de bennes de récupération du verre trié par couleurs.

Cette prestation est mandatée à une entreprise privée qui met à disposition les bennes, puis elle achemine le verre auprès d'entreprises de récupération en veillant aux filières les plus respectueuses de l'environnement au meilleur coût.

Durant ces cinq dernières années, le nombre d'emplacements a quasiment doublé.

L'évolution des tonnages est évidemment fonction de la densité des emplacements mais aussi de la modification du conditionnement de certaines boissons, le verre cédant la place au PET notamment.

1980	1700 tonnes;
1990	2400 tonnes;
1998	3189 tonnes.

Objectif

Accroître le nombre de points de récupération, étant précisé que les espaces disponibles sur le domaine public deviennent fort limités.

Aluminium

Parmi les 79 emplacements de récupération du verre, 44 sont munis d'un conteneur de récupération de l'aluminium.

1983	4 tonnes
1990	13,6 tonnes
1998	15,2 tonnes

Les quantités restent stables malgré l'accroissement des points de récupération. Cela s'explique probablement par la généralisation du PET pour le conditionnement des boissons.

Il convient de préciser que depuis mai 1999, compte tenu de l'évolution des techniques de récupération et de tri, le fer blanc peut être mélangé à l'aluminium. Une campagne d'information de proximité (notamment sur les marchés en ville) a été menée afin de sensibiliser la population à cette nouvelle prestation.

Objectif

Accroissement du nombre des conteneurs de récupération destinés à l'aluminium et au fer blanc.

La même observation portant sur le verre prévaut en raison des espaces restreints sur le domaine public.

Textiles

Depuis la fin novembre 1996, une convention lie la coopérative Textura à diverses organisations caritatives en vue de coordonner de manière efficace la collecte de vêtements et textiles usagés.

La coopérative Textura est une organisation à but non lucratif. Créée en 1992 pour venir en aide aux chômeurs, elle est active dans huit régions de Suisse romande. Elle assure des fonctions qui vont du ramassage à la vente, en passant par le tri, le conditionnement et le recyclage de tous produits textiles et friperies.

Cette activité donne à Textura la possibilité d'offrir 25 postes de travail sur Genève, plus particulièrement destinés à des personnes sans grand bagage professionnel.

Une des particularités de la coopérative est de répondre même aux demandes de ramassage individuelles que toute personne peut adresser par téléphone à ses succursales.

Les organisations caritatives susmentionnées sont:

- Caritas Genève;
- Centre social protestant Genève;
- Croix-Rouge genevoise;
- Terre des hommes Suisse Genève;
- Fondation terre des hommes;
- Association Réalise Genève.

Les objectifs de la convention précitée sont:

- Offrir une solution globale et concertée pour une récupération optimale et solidaire de vêtements, textiles, chaussures et jouets usagés dans le canton de

Proposition: récupération des déchets ménagers organiques

Genève au moyen de sacs distribués dans les boîtes aux lettres à toute la population genevoise.

- Augmenter la récupération de vêtements, textiles, chaussures et jouets usagés pour contribuer à une meilleure gestion de l'environnement et à la diminution des frais d'élimination des déchets pour les collectivités publiques.
- Fournir des moyens financiers aux organisations membres de la Coordination pour des activités sociales et de développement.
- Offrir du travail et une réinsertion socioprofessionnelle à des demandeurs d'emploi et à des chômeurs à Genève.
- Compléter, le cas échéant, l'approvisionnement en vêtements, textiles, chaussures et jouets usagés des vestiaires de Caritas Genève, du Centre social protestant Genève et de la Croix-Rouge genevoise.

De plus, il faut noter que la convention est réalisée avec le soutien de l'Association des communes genevoises, ce soutien étant formalisé par la signature de la convention par cette association.

Dans ce contexte, la Division de la voirie participe activement à la mise en œuvre coordonnée des objectifs de la convention.

Le succès de l'opération est indéniable, puisque, lors de l'assemblée générale regroupant les partenaires le 17 juin 1997, ainsi qu'à la conférence de presse tenue à cette même occasion, il a été relevé que la quantité récoltée en 1996 s'est élevée à 670 tonnes et a ainsi permis de verser près de 130 000 francs aux organisations d'entraide.

De plus, cette même assemblée générale souligne que le succès est également à rechercher dans la collaboration active de la Ville de Genève qui a permis l'installation de 53 conteneurs tant sur son domaine public que sur des parcelles privées.

Piles

En appoint de la récupération organisée par les commerces, des points de récupération seront mis en place sur le domaine public aux emplacements où se situent les bennes à verre. L'Etat participe à cette action en prenant en charge le coût d'acquisition des conteneurs spécifiques.

Déchets organiques

La collecte des déchets organiques a lieu deux fois par semaine au porte-à-porte sur 90% du territoire.

Cette action a été initialisée à partir du deuxième semestre 1991 en commençant par deux quartiers «tests». La méthode ayant donné satisfaction, elle a été étendue à l'ensemble du territoire.

La méthode:

- chaque propriétaire d'immeuble (via la régie) a été informé de l'action envisagée;
- chaque ménage l'a été également;
- chaque service d'immeuble a reçu l'information.

Puis une équipe de démarcheurs s'est rendue dans chaque immeuble afin de créer le dialogue avec les acteurs sollicités, soit les ménages et les services d'immeubles.

A cette occasion, chaque ménage se voit offrir un bidon pouvant être disposé dans la cuisine et dans lequel les déchets organiques sont déversés.

Chaque immeuble est muni d'un conteneur spécifique acquis par la régie mais dont la moitié du coût est pris en charge par la Voirie, cela afin d'encourager la régie à participer à cette action de récupération.

Il a fallu environ six ans pour couvrir 90% du territoire.

Qu'en est-il du taux de participation de la population?

Sur la base d'analyses de la composition des déchets ménagers, il est admis que la quantité d'organique représente environ 25%. Il était également raisonnable de considérer (en 1991) que 30% de la population participerait.

Dès lors, le tonnage prévisible pour 170 000 habitants aurait dû être de 4300 tonnes (ou 3900 tonnes pour 90% du territoire).

Or aujourd'hui la quantité récoltée atteint 700 tonnes.

Cela signifie que le taux de participation de la population se monte à 4,5%.

L'analyse de la situation permet d'expliquer sommairement ce faible taux:

- 1/3 des immeubles n'a pas pu être équipé d'un conteneur spécifique en raison du manque d'espace et des accès difficiles aux locaux;
- 1/3 des immeubles n'a (par l'intermédiaire des régies) pas répondu à l'appel;
- 1/3 des immeubles a été équipé.

Compte tenu des 700 tonnes aujourd'hui récoltées, cela signifie que la moitié seulement des habitants du tiers des immeubles équipés participent.

Cela démontre la grande difficulté pour atteindre un taux de participation significatif dans une telle action.

La promotion de la récupération des déchets organiques ménagers

La nouvelle loi sur la gestion des déchets (L 1 20) et son règlement d'application (L 1 20.01) sont entrés en vigueur durant l'été 1999.

La loi en son article 17 stipule:

Conteneurs

¹ Les propriétaires d'immeubles sont tenus, à la demande des autorités communales, de mettre à disposition des occupants de ceux-ci les conteneurs nécessaires au tri et au dépôt des déchets, selon un modèle agréé par les communes et le département.

² Le règlement fixe les modalités d'usage des conteneurs en fonction du tri et de la collecte sélective des déchets.

Le règlement d'application précise:

Art. 5. – Information communale

¹ Les communes sont tenues d'informer la population sur les emplacements et les horaires des collectes sélectives et sur les modes d'élimination des déchets ménagers en vigueur sur leur territoire.

² A cet effet, elles sont habilitées à édicter des règlements ou directives communaux.

Art. 18. – Matériel et récipients de collecte

¹ Tout immeuble destiné à l'habitation ou au travail doit être pourvu de locaux réservés à la remise de conteneurs. Ces locaux doivent en principe être dimensionnés de manière à permettre un tri et une collecte sélective des déchets ménagers.

² Les propriétaires des immeubles sont tenus de fournir gratuitement et en nombre suffisant les conteneurs et de maintenir les emplacements, les locaux et le mobilier dans un parfait état de propreté et d'hygiène. Ils affichent les informations relatives aux levées organisées par les communes.

³ Les conteneurs doivent porter le numéro de l'immeuble et la rue dont ils proviennent et identifier clairement leur contenu.

⁴ Lors de la levée des déchets ménagers, les récipients doivent se trouver en un lieu accessible sans difficulté, sur le bord du trottoir devant l'immeuble ou à l'endroit fixé par la voirie communale.

Art. 19. – Caractéristiques du matériel de collecte

¹ Les conteneurs doivent être adaptés aux véhicules utilisés pour le transport des déchets vers les centres d'élimination.

² Les communes fixent le type et la contenance des récipients pour la collecte.

³ Les communes ne peuvent pas imposer de fournisseur pour le récipients.

Il convient de se rappeler que jusqu'à ce jour chaque régisseur (ou propriétaire) a été invité à équiper ses immeubles de conteneurs destinés à la récupération des déchets ménagers organiques.

Aucune obligation n'existant dans l'ancienne loi, la Ville a contribué pour moitié à l'acquisition de ces conteneurs afin de promouvoir cette action de récupération.

Comme mentionné ci-dessus, le bilan montre que c'est environ un tiers des immeubles qui ont été ainsi dotés de récipients spécifiques.

Certes, les nouvelles dispositions légales et réglementaires font obligation aux propriétaires de pourvoir les immeubles de conteneurs spécifiques. Toutefois, celles-ci ne produiront les effets escomptés que si une large information est diffusée à tous les partenaires, les propriétaires bien sûr, mais aussi les services d'immeubles et les habitants. Notons que la participation de ceux-ci ne repose que sur leur bonne volonté.

Sans définir aujourd'hui déjà les détails du concept d'information, on peut néanmoins en relever les grandes lignes.

Chaque régisseur (ou propriétaire) sera à nouveau contacté afin d'être informé sur ses obligations résultant de la nouvelle loi et du règlement.

Au gré de l'équipement des immeubles qui n'ont pas pu l'être jusqu'à ce jour, les ménages seront informés et approchés personnellement. Ils recevront, comme c'est le cas aujourd'hui, un récipient de cuisine dans lequel ils pourront introduire un sac en plastique et ainsi trier les déchets organiques.

L'ambition de cette large information est d'obtenir un accroissement significatif du taux de participation de la population à l'action de récupération des déchets ménagers organiques.

Estimation du coût

	Fr.
Acquisition des récipients	1 280 000
Acquisition des rouleaux de sacs	75 000
Information	500 000
Engagement de 10 démarcheurs pendant 8 mois	60 000
Total	1 915 000
Participation de l'Etat de Genève	300 000
Part Ville de Genève	1 615 000

Intérêts intercalaires (12 mois)

1 615 000 x 4,75 x 12

2 x 100 x 12

39 000

Total

1 654 000

Ce projet ne figure pas au PFQ. La charge financière est couverte par les lignes N^{os} 102.16.08 et 102.16.10 desquelles le présent montant vient en déduction.

La participation de l'Etat

Au printemps 2000, l'Etat de Genève se propose d'entreprendre une vaste campagne d'information sur la problématique des déchets. Il est évident que cette campagne doit être simultanée à l'action de promotion de la récupération des déchets ménagers organiques que la Ville veut mener. De plus, certaines actions communes en matière d'information devront être envisagées. Sur demande expresse de la Ville de Genève et vu l'effort tout particulier que notre commune entend déployer en la matière, l'Etat a accepté de participer à concurrence de 300 000 francs au poste ad hoc de la présente demande de crédit réduisant celle-ci à 1 654 000 francs comprenant les intérêts intercalaires, sous réserve de l'approbation du budget ad hoc qui sera proposé par le Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie à la commission de gestion globale des déchets, qui décide de l'affectation du fonds cantonal pour la gestion des déchets.

Délai et mise en exploitation

L'exécution de l'ensemble de cette opération est prévue pour au plus tard le 31.12.2000.

Budget prévisionnel d'exploitation

La mise en œuvre de cette action n'entraînera, en principe, pas de charges d'exploitation supplémentaires pour la Division de la voirie.

Charge financière

La charge financière annuelle comprenant les intérêts au taux de 4,75% et l'amortissement au moyen de 10 annuités de 2001 à 2010 se montera à 202 012 francs.

Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Le service gestionnaire de cette opération est le Service levée et nettoyage. Le service bénéficiaire de cette opération est le Service levée et nettoyage.

Au bénéfice des ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet d'arrêté ci-après:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 août 1984;

sur la proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit extraordinaire de 1 654 000 francs destiné à la promotion de la récupération des déchets ménagers organiques.

Art. 2. – La dépense prévue à l'article premier sera financée au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 1 654 000 francs

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan dans le patrimoine administratif et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2001 à 2010.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Je vous dirai deux mots pour présenter cette proposition du Conseil administratif, qui nécessite quand même quelques explications, puisqu'il vous est demandé un crédit de 1 915 000 francs.

La Ville souhaite mener, dans les meilleurs délais, une politique active en matière de promotion de la récupération des déchets ménagers organiques, afin d'inciter les habitants à trier davantage les différents déchets. L'exposé des motifs n'est pas inintéressant, puisqu'il mentionne un certain nombre de chiffres concernant les résultats actuels du tri des déchets. Vous constaterez que, pour le traitement des déchets ménagers non triés, que chacun connaît, cinq camions circulent à raison de deux fois par semaine, selon les rives, et, le mercredi, récoltent le papier.

Proposition: récupération des déchets ménagers organiques

Vous constaterez également que pour les déchets volumineux un effort tout particulier a été fait. Même si celui-ci peut paraître insuffisant quand on se balade dans nos rues, les chiffres sont là. En 1998, nous avons 2334 tonnes, dont 802 tonnes de déchets volumineux, qui ont été incinérés et 1532 tonnes de déchets acheminés chez les récupérateurs. Un effort tout particulier a donc été fait pour essayer de récupérer le mieux possible ces différents déchets. Il en va de même pour la collecte du papier, puisque, là, nous sommes passés de 890 tonnes en 1975 à 4580 tonnes en 1998. Sur ces différents points, des efforts particuliers ont été consentis, les chiffres sont là pour le confirmer.

Concernant la récupération du verre, même si les chiffres sont en augmentation, ils sont malheureusement encore en deçà de nos espérances, puisque, vous le savez aujourd'hui, il existe seulement 79 emplacements sur le territoire de la ville de Genève qui reçoivent des bennes de récupération du verre. Pour information, nous avons récupéré 3189 tonnes de verre en 1998. Concernant l'aluminium, là également, les efforts devraient être accentués. En 1998, seulement 15 tonnes environ ont été récoltées et cela au moyen de conteneurs de récupération de l'aluminium placés aux mêmes endroits que les bennes de récupération du verre. Je passe sur les textiles – l'exposé des motifs vous donne également un certain nombre de chiffres – et sur la récupération des piles, étant précisé que, depuis quelques mois, des emplacements ont été réservés sur le domaine public pour la récupération des piles.

J'en arrive au problème des déchets organiques. Dans ce domaine, nous sommes véritablement très en retard puisque, aujourd'hui, la quantité récoltée atteint à peine 700 tonnes. Si le chiffre peut paraître grand, je vous assure qu'il n'est pas du tout important et je m'en explique rapidement. Aujourd'hui, dans la ville de Genève, seuls un tiers des immeubles sont équipés pour récupérer les déchets organiques. Compte tenu des 700 tonnes que nous récupérons par année, cela signifie que la moitié seulement des habitants du tiers de ces immeubles équipés jouent le jeu et participent au tri des déchets. C'est vous dire le faible résultat que nous avons. A partir de ce constat, nous avons tiré deux conséquences. La première était que nous devions intervenir directement auprès des propriétaires d'immeubles pour les inviter à aménager les immeubles pour leur permettre de recevoir les déchets organiques. Mais cela n'avait pas d'intérêt si, dans le même temps, nous ne prenions pas des dispositions pour intervenir auprès des habitants de ces immeubles pour les inviter à jouer le jeu, c'est-à-dire à participer à ce tri des déchets.

Nous avons été aidés dans cette démarche par la loi sur les déchets, votée par le Grand Conseil en juin de cette année, qui nous est d'une grande utilité, parce que cette loi oblige désormais les propriétaires des immeubles à aménager un endroit à l'intérieur de l'immeuble pour recevoir ces conteneurs de déchets orga-

niques. Précédemment, il n'y avait pas d'obligation légale, c'était une invitation qui, comme je vous l'ai dit, a été très faiblement suivie. Aujourd'hui cette obligation légale nous permet de penser que nous pourrions arriver à de meilleurs résultats.

Nous allons donc recontacter l'ensemble des propriétaires et des régisseurs des immeubles pour attirer leur attention sur les obligations qui résultent pour eux de cette nouvelle législation, mais nous souhaitons également informer les ménages de la nécessité de procéder au tri des déchets. Nous avons un planning pour contacter à peu près l'ensemble de la population de la ville de Genève, sur une période d'environ huit mois, et, si ce crédit est voté, l'année prochaine nous pourrions assurer la quasi-totalité de notre intervention pendant l'année 2000. C'est d'autant plus important de ne pas trop retarder nos efforts en la matière que le Canton – vous le savez – envisage également de faire une très large promotion dans ce domaine pour inciter les citoyens à trier leurs déchets. J'ai donc contacté M. Robert Cramer, en charge du dossier au niveau cantonal, et nous avons décidé d'effectuer cette démarche de concert, c'est-à-dire d'intervenir en même temps. M. Cramer, constatant les efforts importants que la Ville souhaitait engager en la matière, a accepté que le Canton y participe financièrement – c'est indiqué dans la proposition que nous vous avons soumise – à raison de 300 000 francs.

Si le crédit qui vous est soumis est voté par votre Conseil, il nous permettra d'acquérir des récipients et des rouleaux de sacs verts, qui sont mis à l'intérieur de ces récipients, que nous souhaitons donner à chaque citoyen de la ville de Genève avec une information circonstanciée. En effet, on ne va pas se contenter d'apporter à chacun un seau et des sacs, mais nous allons insister sur l'intérêt, pour tout un chacun, de procéder à ce tri. Cet intérêt, me direz-vous, de quel ordre est-il? Dans un premier temps, il n'est pas forcément d'ordre économique, puisque les chiffres que je vais vous donner montreront que nous ne sommes pas forcément tout de suite gagnants. Ce n'est d'ailleurs pas un objectif financier que nous poursuivons; il s'agit surtout de préserver l'environnement.

Pourquoi ne sommes-nous pas directement gagnants sur le plan financier? Nous avons dû faire un certain nombre de projections pour examiner le coût qui résulterait du travail supplémentaire engendré par cette démarche. Nous obtenons actuellement un résultat de 700 tonnes de récolte de déchets ménagers par année, ce qui est très faible, et nous avons comme objectif réaliste, à court terme, de pouvoir arriver à 5000 tonnes. Simplement, ces déchets doivent être transportés et nous aurons besoin de deux équipes supplémentaires par rapport au personnel dont nous disposons actuellement, ce qui va engendrer forcément des frais supplémentaires de 400 000 à 500 000 francs par année.

Cependant, il en résultera également une économie dans le traitement des déchets de 66 francs la tonne, pour la simple et bonne raison que l'incinération

Proposition: récupération des déchets ménagers organiques

des déchets organiques est facturée 157 francs la tonne au lieu de 223 francs si les déchets sont mélangés. Il y a incontestablement une économie. Si vous multipliez ces 66 francs la tonne par 5000 tonnes, vous arrivez à 330 000 francs d'économie par année. L'objectif que nous visons est de 5000 tonnes de récolte, mais nous espérons qu'on pourra aller au-delà de ce montant.

Ne vous méprenez donc pas sur mon discours: il y a bel et bien une économie qui résultera de cette démarche, mais l'économie ne sera pas réelle immédiatement, dans la mesure où il y aura un surcoût créé par l'augmentation du travail de récolte des déchets.

Ce n'est donc pas une logique strictement financière, et loin de là, qui nous a guidés pour promouvoir cette démarche. Au contraire, nous estimons que la protection de l'environnement doit demeurer une priorité et nous traduisons notre préoccupation par cette proposition.

Préconsultation

M. Roman Juon, président de la commission des travaux (S). En tant que président de la commission des travaux, je souhaiterais que ce Conseil municipal renvoie cette proposition à la commission des travaux, car nous y traitons actuellement de la motion N° 330, de MM. Perler et Marquet, en rapport avec ce sujet, intitulée: «La Ville peut encore davantage montrer l'exemple en matière de compostage». Cela nous permettra de donner les réponses.

La présidente. Je vous rappelle que la proposition du Conseil administratif était de renvoyer cette proposition à la commission de l'aménagement et de l'environnement.

M. Roger Deneys (S). Je remercie le Conseil administratif de ses explications. Nous partageons ce souci de récupération et de valorisation des déchets, mais, quelque part, nous sommes un peu déçus des propositions qui nous sont faites. Nous avons hésité à déposer un amendement en ce qui concerne le recyclage des déchets organiques, dans la mesure où cette proposition reprend ce qui existe depuis longtemps à Genève. Elle n'est pas très originale; elle est très technocratique et vise à faire récupérer les déchets dans des petits sacs en plastique et à les amener à la station du Nant-de-Châtillon pour être compostés. Or, tout le monde sait que, dans de nombreuses autres villes de Suisse, on a mis sur pied ce qui s'appelle des composts de quartier. Ce sont des systèmes décentrali-

sés; on aménage dans des parcs de petits espaces, de 10 à 20 m², qui permettent aux habitants de venir déposer leur compost à proximité de leur domicile. Cette démarche est particulièrement intéressante du point de vue éducatif, dans la mesure où elle permet, en général à des écoliers, de voir comment on peut transformer un déchet organique en terreau. C'est une manière intelligente de rendre les élèves attentifs à la valeur d'un déchet; on leur montre que ce n'est pas simplement quelque chose qu'on jette, mais que cela a de la valeur; c'est quelque chose qu'on transforme, qu'on peut récupérer et réutiliser.

Ce système existe en Suisse alémanique; il existe aussi en Suisse romande, notamment à Fribourg et à Lausanne. Nous estimions donc utile de préciser que le groupe socialiste souhaitait qu'on prévoie un crédit, peut-être de 50 000 francs, sur cette somme globale, pour mettre sur pied un compost de quartier avec un groupe d'habitants. Ce genre de projet est tout à fait réalisable au centre-ville. Cela prend peu de place et n'engendre pas les fameux coûts de transport évoqués par M. Ferrazino.

Il s'agit de mettre sur pied la structure, d'installer quelques bacs et de surveiller l'endroit, évidemment, afin qu'on n'y jette pas n'importe quoi. Cela existe et cela fonctionne. Je trouve que cela vaut la peine d'essayer ce genre de démarche qui responsabilise les citoyens.

M. Alain Marquet (Ve). J'ai relevé à la page 8 de la proposition N° 26 du Conseil administratif que la loi qui est entrée en vigueur cet été et qu'a mentionnée M. Ferrazino donnait obligation aux communes d'entreprendre les démarches pour imposer aux propriétaires d'immeubles d'équiper leurs immeubles en fonction de la nouvelle législation. Je crois qu'il serait intéressant de voir quelles sont les démarches entreprises actuellement par la Gérance immobilière municipale (GIM) pour se mettre en conformité avec ladite loi et son règlement d'application. Je ne suis pas certain que la GIM ait entrepris pour le moment quoi que ce soit dans ce sens-là, alors que le règlement d'application date déjà d'environ six mois.

Pour reprendre ce qu'a dit M. Juon tout à l'heure, il paraît effectivement opportun que cette proposition soit renvoyée à la commission des travaux. J'ignorais encore si la commission des travaux avait conclu ses travaux sur la motion que M. Perler et moi-même avions déposée il y a déjà plusieurs mois concernant la possibilité d'aménager, à l'intérieur des locaux de récupération des ordures, une partie réservée au compost.

Je crois avoir compris la proposition de M. Deneys, mais je ne pense pas forcément que la solution des composts de quartier soit la bonne. Je crois que la

Proposition: récupération des déchets ménagers organiques

proximité est importante; les citoyens s'accoutument mieux d'un usage pratique de recyclage des déchets quand il s'associe à la proximité des endroits où ce recyclage s'effectue.

Pour ce qui est des économies générées par ce type de mesure, dont M. Ferrazino a parlé, nous en faisons la promotion depuis si longtemps, aussi bien en matière de coût induit que de coût indirect qu'elles nous paraissent évidentes; si elles ne sont pas immédiates, elles s'inscriront en tout cas dans la durée, dans le développement durable qui nous est si cher.

Pour notre part, pour les mêmes raisons que M. Juon a développées tout à l'heure, nous souhaitons que cette proposition soit renvoyée à la commission des travaux.

M. Tristan Cerf (AdG/TP). Cette proposition est louable et essentielle, mais elle vient malheureusement un peu tard. Elle est aussi anachronique; Genève est à la traîne sur la question du tri des déchets et cette proposition ne prend pas en compte véritablement la réalité, dans le sens où le rapport des Genevois à leurs déchets est très différent du reste des habitants de la Suisse.

Vous avez parlé de législation concernant les locaux d'entreposage des poubelles et de tri des déchets: je rappellerai que, dans la plupart des immeubles genevois pourvus de locaux permettant le tri, on entrepose les conteneurs pour la récupération des déchets dans la cage d'escalier. Il serait difficilement envisageable d'y ajouter un compost.

Je ne pense pas qu'on arrivera à avoir un véritable résultat sans un moyen de coercition supplémentaire qui est, malheureusement, celui du pollueur-payeur. Il s'agirait de payer le recyclage de ses déchets non pas au poids, mais à la masse; ce serait merveilleux mais ce n'est malheureusement pas possible et, bien sûr, cela demanderait des aménagements coûteux et rapides. Mon autre question était de savoir ce qu'on allait faire de ces déchets; j'ai eu la réponse, je crois.

La présidente. Je recommande que l'on s'exprime sur la prise en considération de la proposition et qu'on ne fasse pas le débat de commission, s'il vous plaît.

M. Robert Pattaroni (DC). Madame la présidente, vous avez tout à fait raison, mais comme, probablement, nous allons renvoyer cette proposition en commission, que celle-ci paraît complète, mais qu'elle l'est beaucoup moins qu'elle n'en a l'air, je pense que cela vaut la peine de rendre attentifs ceux qui votent à quelques précisions indispensables.

Premièrement, on devrait quand même reparler du traitement du papier ainsi que du traitement du PET, parce que les solutions qui existent peuvent être incontestablement améliorées, surtout en ce qui concerne le PET.

Deuxièmement, il serait hautement souhaitable que la Ville s'associe à des communes voisines, car, nous le savons, plusieurs communes voisines ou suburbaines sont en avance dans ce domaine et cela serait une erreur de ne pas bénéficier de leur expérience, voire, le cas échéant, de ne pas mettre en commun des moyens.

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC). Comme vous le savez, le PDC est convaincu de l'utilité de récupérer et de trier les déchets, afin, bien sûr, de ménager notre environnement, d'augmenter notre qualité de vie et aussi de faire des économies à long terme. C'est pourquoi il nous semble normal de renvoyer cette proposition à la commission de l'aménagement et de l'environnement.

Mise aux voix, la proposition est prise en considération à l'unanimité.

Mis aux voix, son renvoi à la commission des travaux est accepté à la majorité (quelques oppositions).

(Remarque de M. de Freudenreich.)

La présidente. Monsieur de Freudenreich, l'expérience nous a démontré que le renvoi à deux commissions n'était vraiment pas la meilleure façon de procéder. Monsieur de Freudenreich, vous avez la parole.

M. Pierre de Freudenreich (L). Merci, Madame la présidente. Le Conseil administratif nous a transmis des propositions et il souhaitait que cet objet soit renvoyé à la commission de l'aménagement et de l'environnement. Il paraît logique, à moins que le Conseil administratif retire sa proposition, qu'on vote sur le renvoi de cet objet à cette commission afin de pouvoir conclure ce point.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Initialement, nous avons retenu la commission de l'aménagement et de l'environnement en fonction du caractère de cette proposition. Maintenant, j'ai entendu certains d'entre vous dire

qu'il y avait déjà à l'étude, à la commission des travaux, une motion en rapport avec cet objet. Si les réflexions ont déjà débuté au sein de cette commission, on ne voit aucune objection à ce qu'elles s'y poursuivent avec cette proposition.

Je crois qu'il serait regrettable que deux commissions traitent du même objet, car les rares expériences que nous avons eues en la matière nous ont permis de constater que c'était le meilleur moyen pour ne pas aboutir.

8. Proposition du Conseil administratif en vue du bouclement de divers comptes d'acquisitions terminés, sans demande de crédit complémentaire (PR-27).

Préambule

Cette proposition a pour but de présenter à votre Conseil le décompte final de divers crédits d'acquisitions terminés, dont la responsabilité incombe au Service des achats.

Pratique comptable

Durant de nombreuses années, l'acquisition et le renouvellement du mobilier et des véhicules de l'administration municipale étaient effectués par le biais du crédit de fonctionnement annuel ou par des demandes de crédits extraordinaires sporadiques. Sur décision du Conseil administratif, ces opérations d'acquisitions et de renouvellement, prévues dans le plan financier quadriennal (PFQ), sont effectuées via des crédits extraordinaires annuels; depuis 1995 pour les véhicules et engins spécifiques (hors SIS et Voirie) et depuis 1997 pour le mobilier, les machines de bureau et équipements de nettoyage.

Le recensement annuel des besoins est effectué par la direction du Service des achats. Après concertation avec les services concernés et en cas de conflit d'intérêts, les priorités sont déterminées par les directions de département, non sans tenir compte du montant correspondant prévu au PFQ.

Services concernés

La disponibilité des crédits extraordinaires votés par le Conseil municipal a permis de doter les services, selon la liste suivante:

1) *Renouvellement de véhicules et engins spécifiques (hors SIS et Voirie)*

Services	Prop. N° 364 14.03.95	Prop. N° 60 13.03.96	Prop. N° 169 14.01.97
Secrétariat général du CA		X	
Service des achats - Ugv	X		
Service de l'énergie	X		
Division art et culture		X	
Conservatoire et Jardin botaniques		X	X
Bibliothèques municipales	X		
Service des sports		X	X
Protection civile	X		
SEVE	X	X	X
Service social		X	
Pompes funèbres et cimetières	X	X	X

2) *Renouvellement/acquisition de mobilier, machines de bureau et équipements de nettoyage, moyens audio-visuels*

Services	Prop. N° 168 18.02.97	Prop. N° 304 10.02.98
Archives		X
Information et communication		X
Secrétariat du Conseil municipal		X
Direction des systèmes d'information	X	X
Office du personnel		X
Direction des finances		X
Caisse municipale et accueil		X
Comptabilité générale et budget	X	
Gérance immobilière municipale	X	X
Taxe professionnelle communale	X	X
Division aménagement et constructions		X
Administration et opérations foncières		X
Service d'urbanisme	X	
Service de l'énergie	X	X
Division voirie et nettoyage		X
Direction du département des affaires culturelles	X	
Division art et culture		X
Conservatoire et Jardin botaniques	X	X
Musée d'art et d'histoire	X	X
Bibliothèque d'art et d'archéologie	X	X
Cabinet des estampes		X
Musée de l'horlogerie		X
Muséum d'histoire naturelle	X	X

<i>Services</i>	<i>Prop. N° 168</i> <i>18.02.97</i>	<i>Prop. N° 304</i> <i>10.02.98</i>
Bibliothèques municipales	X	X
Bibliothèque publique et universitaire	X	X
Institut et musée Voltaire		X
Direction du département des sports et de la sécurité		X
Service des sports	X	X
Service d'incendie et de secours	X	X
Service des agents de ville et du domaine public	X	X
SEVE		X
Office de l'état civil	X	X
Service social	X	X
Délégation à la petite enfance		X
Contrôle financier	X	X

Le Conseil administratif vous propose donc de prendre connaissance des situations financières finales des différents crédits ci-après.

Boucllement des comptes sans demande de crédit supplémentaire:

– PFQ 110.34.02 A46 9500629 IMMO360	Fr.
Crédit pour le renouvellement de vingt-deux véhicules et engins spécifiques de l'administration municipale hors ceux du SIS et de la Voirie, ainsi qu'un bibliobus pour les bibliothèques municipales	
Proposition N° 364 votée par le Conseil municipal le 14 mars 1995	1 844 000,00
Dépenses	<u>1 710 932,00</u>
Différence (non-dépensé)	133 068,00
– PFQ 110.34.03 A46 9600113 IMMO565	
Crédit pour le renouvellement de vingt véhicules et engins spécifiques de l'administration municipale hors ceux du SIS et de la Voirie	
Proposition N° 60 votée par le Conseil municipal le 13 mars 1996	1 257 000,00
Dépenses	<u>1 091 041,75</u>
Différence (non-dépensé)	165 958,25
– PFQ 110.34.04 A46 9700329 IMMO461	
Crédit pour le renouvellement de vingt et un véhicules et engins spécifiques de l'administration municipale hors ceux du SIS et de la Voirie	

Proposition N° 169 votée par le Conseil municipal le 14 janvier 1997	1 031 000,00
Dépenses	<u>867 505,75</u>
Différence (non-dépensé)	163 494,25
– PFQ 110.45.01 A46 9700330 IMMO534 A46 9700332 IMMO535	
Crédit destiné au renouvellement/acquisition de mobilier, machines de bureau et équipements de nettoyage Proposition N° 168 votée par le Conseil municipal le 18 février 1997	375 825,00
Dépenses	<u>302 803,60</u>
Différence (non-dépensé)	73 021,40
– PFQ 110.45.02 A46 9800409 IMMO821 A46 9800410 IMMO822	
Crédit destiné au renouvellement/acquisition de mobilier, machines de bureau et équipements de nettoyage Proposition N° 304 votée par le Conseil municipal le 10 février 1998	320 000,00
Dépenses	<u>316 001,55</u>
Différence (non-dépensé)	3 998,45

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, les conseillers, à approuver le projet d'arrêté ci-après.

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Approuve le bouclement du compte relatif au renouvellement de vingt-deux véhicules et engins spécifiques de l'administration municipale hors ceux du SIS et de la Voirie, ainsi qu'un bibliobus pour les bibliothèques municipales (proposition N° 364).

Art. 2. – Approuve le bouclage du compte relatif au renouvellement de vingt véhicules et engins spécifiques de l'administration municipale hors ceux du SIS et de la Voirie (proposition N° 60).

Art. 3. – Approuve le bouclage du compte relatif au renouvellement de vingt et un véhicules et engins spécifiques de l'administration municipale hors ceux du SIS et de la Voirie (proposition N° 169).

Art. 4. – Approuve le bouclage du compte relatif au renouvellement / acquisition de mobilier, machines de bureau et équipements de nettoyage (proposition N° 168).

Art. 5. – Approuve le bouclage du compte relatif au renouvellement / acquisition de mobilier, machines de bureau et équipements de nettoyage (proposition N° 304).

La présidente. Avant de passer la parole au Conseil administratif, je vous signale qu'il y a une erreur d'impression en haut de la page 3 du rapport. En tête des colonnes, il est indiqué: «Prop. N° 364, Prop. N° 168, Prop. N° 169». En réalité, la première proposition ne doit pas figurer et vous devez lire: «Prop. N° 168, Prop. N° 304». En fait, c'est la suite de la page 2 du rapport. (*Corrigé au Mémorial.*)

Préconsultation

M. Philippe Cottier (DC). Le groupe démocrate-chrétien est heureux de constater que le bouclage de ces différents comptes n'appelle pas de crédits complémentaires. Afin d'éviter des frais supplémentaires de commission, nous proposons de voter cette proposition sur le siège.

Toutefois, j'espère vivement – c'est un commentaire personnel que je fais – que le Conseil administratif se gardera d'utiliser ces queues de crédits pour les affecter à d'autres acquisitions sans repasser par le Conseil municipal, comme cela a été le cas récemment dans le cadre de l'aménagement de la rue de la Rôtisserie.

M. Daniel Sormani (S). J'aimerais rappeler à ce Conseil municipal que ce bouclage de crédits avait été spécifiquement demandé par la commission des finances et que, chaque fois qu'il y a des crédits, notamment pour les véhicules, ils sont âprement discutés à la commission des finances et dans ce Conseil municipal, où on prétend, ensuite, que le travail est mal fait et qu'il y a des dépassements.

Je suis ravi de voir que ce n'est pas toujours le cas et j'aimerais que ce Conseil municipal prenne acte du fait que le travail a été bien fait. Finalement, je trouve que ce ne serait pas une mauvaise chose que cette proposition fasse un petit tour par la commission des finances, afin que, pour une fois, les commissaires puissent se rendre compte qu'un travail a été correctement réalisé et qu'on nous a rendu le décompte spécifiquement demandé par la commission des finances sur ces objets. Pour une fois que le travail a été bien fait, il faut le dire; quand on est mécontent, il faut le dire, mais quand on est content, il faut aussi le dire. Je pense donc qu'il est tout de même utile que cette proposition fasse un petit tour par la commission des finances.

M. Pierre Losio (Ve). Effectivement, quand le travail est bien fait, il faut le dire, alors, nous, nous disons que ce travail a été bien effectué et que le Service des achats a correctement fait son travail. En ce qui nous concerne, nous acceptons volontiers de voter sur le siège cette proposition de bouclage qui ne présente aucun dépassement.

M. Pierre de Freudenreich (L). Le groupe libéral comprend parfaitement les souhaits d'économies du groupe démocrate-chrétien et les rejoint fréquemment, mais, sur ce point-là, il nous semble quand même qu'il conviendrait d'étudier ce dossier. Il y en aurait pour peu de temps, une demi-séance à peine, et cela permettrait de faire le point et d'analyser les différents bouclages. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de dépassements qu'il n'y a pas d'erreurs ou que des montants n'aient pas été utilisés correctement. Je crois qu'il est normal que la commission des finances puisse faire un rapport sur ce dossier.

Mise aux voix, la proposition est prise en considération à l'unanimité.

La présidente. Nous sommes donc saisis de la proposition de la discussion immédiate de cette proposition.

Mise aux voix par assis/debout, la discussion immédiate est refusée par 36 non contre 32 oui.

La présidente. Cette proposition sera donc renvoyée à la commission des finances.

9. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 2 988 305 francs destiné à la réalisation de différents projets de systèmes d'information prévus dans le plan informatique quadriennal 1999 (PIQ) (PR-28).

1. Introduction

1.1 But

La présente proposition est destinée à assurer le financement des différents projets intégrés au plan informatique quadriennal 1999 (PIQ 1999). L'ensemble des demandes relatif à ce PIQ est présenté en une seule tranche.

1.2 Définition

Le plan informatique quadriennal (PIQ) fait partie du plan financier quadriennal (PFQ) de la Ville de Genève. Il permet d'assurer le financement des crédits d'investissement des systèmes d'information de l'administration municipale. A cet effet, le montant de 3 000 000 de francs a été réservé sur le 18^e PFQ (PFQ 2000-2003) pour le PIQ 1999.

1.3 Historique

Les précédentes tranches de PIQ ont été votées par le Conseil municipal selon la chronologie suivante:

- Première tranche du PIQ 1995, votée le 14 mars 1995. Proposition N° 366 du 3 novembre 1994. Ouverture d'un crédit de 2 830 000 francs et réaffectation partielle d'un crédit de 850 000 francs.
- Seconde tranche du PIQ 1995, votée le 10 octobre 1995. Proposition N° 3 du 12 mai 1995. Ouverture d'un crédit de 3 785 000 francs.
- Première tranche du PIQ 1996, votée le 17 septembre 1996. Proposition N° 88 du 12 février 1996. Ouverture d'un crédit de 993 000 francs.
- Seconde tranche du PIQ 1996, votée les 13 janvier et 10 mars 1998. Proposition N° 282 du 23 juillet 1997. Ouverture d'un crédit de 2 250 430 francs.
- PIQ 1997 (présenté en une seule tranche), voté le 10 novembre 1998. Proposition N° 361 du 9 avril 1998. Ouverture d'un crédit de 2 810 660 francs.
- PIQ 1998 (présenté en une seule tranche), voté le 16 juin 1999. Proposition N° 446 du 17 mai 1999. Ouverture d'un crédit de 3 215 410 francs.

2. Description des projets

2.1 Besoins généraux

2.1.1 Réseaux virtuels: première étape 394 000 francs

Le réseau informatique Vilnet fédère l'ensemble des services de l'administration municipale, répartis sur plus de cinquante sites. Ces services utilisent des systèmes d'information qui doivent être sécurisés contre des utilisations inopportunes. La mise en œuvre de réseaux virtuels permettra d'isoler, au sein de la même infrastructure matérielle, des réseaux «ogiques» interconnectant des groupes d'utilisateurs en fonction du degré de sécurité désiré.

Cette première étape a pour but de mettre en œuvre des réseaux virtuels pour les postes en accès public sur le réseau Vilnet. En effet, le développement général de l'informatique a amené certains services — tels que les bibliothèques scientifiques, les bibliothèques municipales ou encore les musées — à proposer à leurs visiteurs des postes de consultation publics. Ces postes, connectés au réseau Vilnet, sont des brèches potentielles dans le dispositif de sécurité informatique de la Ville. Actuellement, tout a été entrepris pour sécuriser les postes eux-mêmes, mais il est possible de consolider significativement l'infrastructure existante par la mise en œuvre de réseaux virtuels.

D'un point de vue technique, cette proposition vise à déployer l'infrastructure ATM (acronyme anglais de Asynchronous Transfer Mode) dans les sites qui hébergent des postes de consultation publics. La technologie ATM permet, d'une part, la mise en œuvre de réseaux virtuels autorisant la séparation logique des trafics et, d'autre part, d'améliorer considérablement la qualité et les performances des interconnexions réseau.

2.1.2 Réalisation du masquage d'adresses 110 000 francs

Sur le réseau Vilnet, la transmission de données entre les équipements informatiques s'effectue au moyen des protocoles de télécommunication IPX (pour Novell Netware) et TCP/IP (pour toutes les autres plates-formes).

Depuis quelques années, la famille de protocoles TCP/IP est la norme *de facto* dans le domaine des télécommunications informatiques. Elle est ainsi devenue, en quelque sorte, l'«espéranto» d'Internet.

Afin de communiquer, chaque équipement qui utilise TCP/IP se voit attribuer une adresse universelle, unique sur l'ensemble du réseau Internet. Malencontreusement, le succès d'Internet provoque une saturation des adresses disponibles, et la Ville de Genève n'en a qu'un nombre très limité à sa disposition. Les extensions planifiées du réseau ainsi que le nombre croissant d'équipements rendent indispensable la mise en œuvre d'une solution technique pour contourner ce problème.

Heureusement, cette solution technique existe et est très répandue dans le monde d'Internet: il s'agit du masquage d'adresses. Elle permet d'éliminer ces problèmes de saturation et de garantir un développement durable de nos infrastructures.

Cette proposition a pour objet d'acquérir l'infrastructure matérielle et les logiciels pour mettre en œuvre le masquage d'adresses en Ville de Genève.

2.1.3 Analyseur de protocoles 65 000 francs

L'analyseur de protocoles est un équipement qui permet, lors de dysfonctionnements d'un réseau informatique, de décoder et d'analyser les données transmises pour déceler l'origine des perturbations. Il est essentiel à la résolution de problèmes complexes.

En 1992, un analyseur Wandel & Goltermann avait été acquis lors de la mise en service du réseau Vilnet. Celui-ci supporte les technologies de réseau qui avaient été mises en œuvre à l'époque, c'est-à-dire Ethernet, Token-Ring et FDDI. Malheureusement, cet analyseur ne supporte pas les nouvelles générations de réseaux introduites en Ville de Genève, tels que Fast-Ethernet et ATM, et doit donc être remplacé.

2.1.4 Etude de la «voix sur IP» et réalisation d'un site pilote 90 000 francs

Les liaisons téléphoniques en Ville de Genève peuvent être réparties en trois catégories:

- Les liaisons louées, qui permettent la connexion de sites distants, qui ne sont pas connectés par de la fibre optique sur le réseau fédérateur Vilnet.
- Le réseau TVG, qui est composé de vingt-quatre centraux interconnectés et qui dessert, au travers de la plage de numérotation 418.xx.xx, les principaux sites de l'administration municipale. L'ensemble des communications effectuées à l'intérieur de ce réseau sont gratuites.
- Les lignes téléphoniques connectées directement au réseau 022, situées hors de TVG. Les communications avec les internes du réseau 418 alors sont payantes.

La connexion téléphonique d'un site au réseau TVG (418.xx.xx) nécessite d'importants investissements en termes de centraux téléphoniques et de liaisons louées. Ces investissements ne sont donc rentables que pour de grandes installations et il reste de nombreux sites distants qui ne sont pas intégrés au réseau TVG. Par contre, ces sites sont, pour la majeure partie, connectés au réseau informatique Vilnet via des lignes louées.

Le rapprochement constant entre l'informatique et la téléphonie a abouti à l'apparition d'une nouvelle technologie de communication, baptisée «voix sur IP» (en anglais, voice over IP). Cette technologie consiste à utiliser un protocole de télécommunication informatique (IP) comme support de transmission des données vocales, permettant ainsi d'éviter l'installation d'une infrastructure parallèle dédiée à la téléphonie.

Cette proposition vise à acquérir le matériel nécessaire qui permettra à la DSI, tout d'abord, de mener une étude sur la technologie «voix sur IP», puis de réaliser la connexion «téléphonique» d'un site distant «pilote» de l'administration municipale par le biais du réseau «informatique».

2.1.5 Evolution des serveurs de bureautique 210 000 francs

Le réseau informatique de la Ville de Genève interconnecte, entre autres, plus de quarante serveurs de bureautique basés sur une architecture Intel, de type Novell Netware ou Microsoft Windows NT.

En l'état, sept serveurs d'ancienne génération doivent être remplacés pour les raisons suivantes:

- capacité de stockage et taux de transfert insuffisants;
- performances trop faibles;
- obsolescence du matériel.

2.1.6 Gestion électronique du courrier 95 000 francs

Plusieurs services de l'administration municipale ont exprimé leur intérêt à disposer d'un système informatique pour gérer leur courrier, entrant et sortant. Sur la base de ces besoins, la DSI a réalisé le prototypage d'un système de gestion électronique du courrier. Ce système, basé sur Lotus Notes, permet le traitement numérique des documents, comprenant leur saisie, leur numérisation, leur stockage, leur lecture et leur recherche.

Cette proposition vise à finaliser le prototype et à doter deux services par département du matériel nécessaire à la numérisation des documents (scanners en réseau).

2.1.7 Intégration des plans au format AutoCAD dans le serveur SITV 25 000 francs

Le but de cette opération est d'intégrer des plans au format AutoCAD (ouvrages, bâtiments, sites, etc.) dans le serveur SITV (Système d'information du territoire de la Ville). Cette intégration permettra:

- de partager aisément ces plans;
- de contrôler leur accès;
- d’assurer leur sauvegarde;
- d’accéder aux principales caractéristiques de ces plans depuis d’autres outils SIG (Système d’information géographique).

2.2 *Besoins des services municipaux*

2.2.1 Matériel micro-informatique destiné aux services 1 010 680 francs

Cet investissement est destiné à couvrir les besoins des services de l’administration municipale en matière de matériel micro-informatique. La liste qui figure en annexe 7.1 présente le détail de la répartition prévue.

2.2.2 Logiciels micro-informatiques destinés aux services 376 125 francs

Cet investissement est destiné à couvrir les besoins des services de l’administration municipale en matière de logiciels micro-informatiques. La liste qui figure en annexe 7.2 présente le détail de la répartition prévue.

2.2.3 Direction des systèmes d’information

Outil de planification et de suivi des activités 80 000 francs

Le nombre de systèmes d’information en Ville de Genève est en forte progression. La DSI doit donc faire face aux demandes, toujours plus nombreuses et plus complexes, des services de l’administration nécessitant des systèmes d’information fiables et rapidement évolutifs.

Les méthodes de travail de l’informatique actuelle privilégient des actions réactives répétitives. Les outils traditionnels de planification s’appliquent à une vision par projet et ne sont pas suffisamment souples pour répondre à la réactivité imposée par la demande en termes de prestations. Une gestion des activités orientées vers les ressources est donc nécessaire et présente de nombreux avantages:

- Planifier, suivre et analyser les charges de travail et les plannings des collaborateurs, à la fois pour une vision et une prévisibilité globales, ainsi que pour un contrôle détaillé des projets.
- Mettre en adéquation les ressources et les exigences des projets.
- Gérer le détail des heures passées sur chacun des projets dans une optique de «contrôle de gestion».
- Tenir informés les services de l’état d’avancement de leurs projets.

La base de connaissance sur les activités est une mine d'informations profitable pour l'aide à l'évaluation des nouveaux projets: c'est la capitalisation des expériences.

L'objectif de cette proposition est d'acquérir les logiciels qui permettront à la DSI d'assurer le suivi, l'analyse et le contrôle de ses activités.

2.2.4 Direction des finances

Aide à la décision: réalisation d'un «entrepôt de données» 182 000 francs

L'administration municipale regorge d'informations, de documents et de chiffres issus des différents systèmes d'information en production. Ils traitent notamment des domaines financiers, mais également culturels, énergétiques et patrimoniaux.

Alors que les systèmes opérationnels s'occupent de données factuelles, où priment le détail et la pertinence, les besoins au niveau stratégique se formulent le plus souvent sous la forme de synthèses. En effet, dans cette «mine» de données en tout genre, quelle est l'information pertinente, où se trouve-t-elle et comment l'analyser? C'est tout l'enjeu de l'informatique décisionnelle et des «entrepôts de données» (en anglais, data warehouse), qui doivent fournir aux décideurs les moyens d'exploiter ce gisement d'informations, en particulier dans une perspective de contrôle de gestion.

Réaliser un «entrepôt de données» consiste à migrer et à préparer les données issues des systèmes d'information opérationnels, en vue de leur analyse par le biais d'outils d'aide à la décision. C'est ce processus récursif qui doit être optimisé et automatisé à l'aide de logiciels adéquats.

L'objectif de cette proposition est d'acquérir les logiciels qui nous permettront de réaliser un «entrepôt» d'un lot de données de l'administration municipale, ainsi qu'un serveur depuis lequel il sera accessible. Cette étape concernera principalement la Direction des finances, plus particulièrement dans le cadre de la mise en œuvre du contrôle de gestion. En fonction du déploiement des outils d'aide à la décision dans l'administration municipale, d'autres étapes pourraient être réalisées par la suite.

2.2.5 Division de l'aménagement et des constructions

Etude d'une application «tronc commun» 50 000 francs

La Division de l'aménagement et des constructions a la mission de gérer l'ensemble du parc immobilier de la Ville de Genève.

Les données traitées par la Division sont nombreuses et de natures diverses: administratives, financières, géographiques, historiques, statistiques, techniques, ou encore énergétiques. Sur ces données peuvent notamment se rattacher des informations liées aux coûts, afin de fournir les éléments historiques indispensables au contrôle des coûts en matière de construction.

Cette proposition a pour objectif d'étudier les différents systèmes d'information existants au sein de la division, de proposer une application «tronc commun» pour assurer la cohérence entre ces systèmes, et de préparer leur intégration dans un tout cohérent.

2.2.6 Division de la voirie.

Informatisation de l'établissement des profils en long 8 500 francs

Cette proposition vise à acquérir un logiciel pour générer des profils en long à partir des données du système de gestion des données des réseaux de la Voirie.

2.2.7 Division de la voirie

Simulation des parcours des levées 30 000 francs

Cette proposition vise à acquérir un logiciel de simulation des parcours des levées de la Voirie.

2.2.8 Bibliothèque publique et universitaire

Etude: module d'interrogation des biographies genevoises 12 000 francs

Depuis plusieurs années, la Bibliothèque publique et universitaire (BPU) alimente une base de données sur un recueil de coupures de presse intitulé «Biographies genevoises», dont les premiers articles remontent au début du siècle. Ce recueil porte sur toute personne, genevoise ou en relation avec Genève. De ce fait, il s'agit d'une source de renseignements complémentaires très utilisée et appréciée sur un grand nombre de Genevois, même peu connus. Actuellement, cette base de données contient près de 60 000 entrées, correspondants à plus de 20 000 noms. Parallèlement, ce recueil a été intégralement microfilmé, puis numérisé à partir des microfilms obtenus.

Cette proposition permettra à la BPU de soumettre à un prestataire externe l'étude d'un module pour coupler la base de données déjà constituée avec les images numérisées. Cette application, adaptée aux exigences d'une utilisation par le public, permettra la recherche dans la base de données, l'affichage des articles numérisés correspondants, ainsi que leur impression.

2.2.9 Conservatoire et jardin botaniques

Etude : numérisation de l'herbier général

50 000 francs

A ce jour, les Conservatoire et jardin botaniques (CJB) ne disposent pas d'un inventaire de la collection de l'herbier général, constitué d'environ six millions d'échantillons. Cette proposition a pour but d'étudier la mise en œuvre d'un système d'information et de l'infrastructure technique nécessaire à la mise en œuvre d'un tel inventaire.

2.2.10 Service des agents de ville et du domaine public

Etude de la seconde phase du système d'information
du patrimoine du domaine public

80 000 francs

L'ancienne application de gestion du domaine public (qui date de 1989) était obsolète et ne permettait pas une gestion adéquate du patrimoine du domaine public. En 1999, des efforts importants ont été accomplis afin de la remplacer au plus vite par un nouveau système d'information. Les objectifs de ce nouveau système d'information ont été principalement orientés selon trois axes:

- Dans le cadre de la réorganisation du service, il fallait permettre la bonne gestion du service, compromise par l'obsolescence de l'ancien système.
- Dans la perspective d'un contrôle de gestion du patrimoine du domaine public, le système devait être doté de fonctionnalités de comptabilité analytique.
- A terme, le SITV (Système d'information du territoire de la Ville) devait être intégré dans la gestion du domaine public.

Jusqu'ici, la planification a été parfaitement respectée et le nouveau système d'information devrait entrer en production dès le mois de décembre.

Cette proposition a pour but d'entreprendre une étude pour la seconde phase de ce système, dont les objectifs essentiels seront la gestion électronique des dossiers et l'extension de l'interface avec les données cartographiques du SITV.

2.2.11 Service des agents de ville et du domaine public

Gestion de l'inventaire

100 000 francs

Cette proposition vise à pourvoir le Service des agents de ville et du domaine public d'un progiciel de gestion de l'inventaire et des stocks, notamment en termes de biens du service, de véhicules et de moyens de communication.

Les besoins du Service des agents de ville et du domaine public en termes de gestion d'inventaire étant similaires à la majeure partie des services de la Ville, l'objectif est ici de mettre en œuvre une solution pilote qui pourrait s'étendre à l'ensemble de l'administration municipale.

2.2.12 Service des espaces verts et de l'environnement

Etude: inventaire du patrimoine arboré de la Ville de Genève 20 000 francs

Depuis déjà quelques années, le Service des espaces verts (SEVE) et les Conservatoire et jardin botaniques (CJB) coordonnent leurs efforts dans la réalisation d'une base de données commune, baptisée «Patrimoine vert». Dès 1999, cette entreprise s'est élargie — dans la perspective de l'Agenda 21 menée par le Conseil administratif — à une collaboration avec différents services de l'État dans le cadre du projet «SI-Nature».

Un des problèmes principaux du «Patrimoine vert» réside dans la collecte et l'actualisation des données dendrologiques sur les arbres de la ville. Le SEVE propose donc de réaliser une étude de faisabilité sur les moyens techniques qui peuvent être mis en œuvre pour simplifier, fiabiliser et automatiser la gestion informatique des arbres.

3. Récapitulatif

	<i>Coût en Fr.</i>	<i>Références au 18^e PFQ (PFQ 2000-2003)</i>
Besoins généraux	989 000.—	110.30.06
Besoins des services municipaux	1 999 305.—	110.30.06
Total	2 988 305.—	

4. Budget prévisionnel d'exploitation

Ce crédit entraînera une augmentation du budget de fonctionnement estimée à 143 135 francs, au titre de contrats supplémentaires de maintenance.

Quant à la charge financière annuelle comprenant les intérêts au taux de 4,75% et l'amortissement au moyen de 5 annuités, elle atteindra 654 377 francs.

5. Service gestionnaire et services bénéficiaires

5.1 Service gestionnaire

Le service gestionnaire de ce crédit est la Direction des systèmes d'information (DSI).

5.2 Services bénéficiaires

Les services bénéficiaires de ce crédit sont les suivants:

ACH	Service des achats	18 500.—
ADP	Service des agents de ville et du domaine public	283 700.—
BAT	Service des bâtiments	35 800.—

BMU	Bibliothèques municipales	87 690.—
BPU	Bibliothèque publique et universitaire	25 150.—
CFI	Contrôle financier	6 475.—
CGE	Comptabilité générale et budget	30 000.—
CJB	Conservatoire et jardin botaniques	244 000.—
DAC	Présidence du département des affaires culturelles et Division art et culture	77 240.—
DCO	Division de l'aménagement et des constructions	74 000.—
DPE	Délégation à la petite enfance	27 500.—
DSF	Direction des finances	218 000.—
DSI	Direction des systèmes d'information	127 300.—
ECO	Service des écoles et institutions pour la jeunesse	30 300.—
ENE	Service de l'énergie	20 200.—
ETH	Musée d'ethnographie	16 100.—
FMD	Fonds municipal d'art contemporain	10 700.—
FUN	Service des pompes funèbres et cimetières	38 700.—
GIM	Gérance immobilière municipale	80 400.—
MAH	Musée d'art et d'histoire	32 900.—
MHN	Muséum d'histoire naturelle	82 500.—
OPE	Office du personnel	39 550.—
OPF	Service administration et opérations foncières	33 000.—
PCI	Service de la protection civile	40 900.—
SEG	Secrétariat général du Conseil administratif	59 300.—
SEV	Service des espaces verts et de l'environnement	71 900.—
SIS	Service d'incendie et de secours	27 600.—
SOC	Service social	49 600.—
SPO	Service des sports	31 300.—
SPS	Présidence du département sports et sécurité	22 800.—
URB	Service de l'urbanisme	17 700.—
VOI	Division de la voirie	38 500.—

6. Conclusion

Considérant que les projets susmentionnés s'inscrivent dans la stratégie des systèmes d'information de la Ville de Genève, le Conseil administratif vous prie, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, de bien vouloir approuver le projet d'arrêté suivant:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 2 988 305 francs destiné à la réalisation de différents projets de systèmes d'information prévus dans le plan informatique quadriennal 1999 (PIQ).

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève à concurrence de 2 988 305 francs.

Art. 3. – Les dépenses prévues à l'article premier seront portées à l'actif du bilan de la Ville de Genève dans le patrimoine administratif et amorties au moyen de 5 annuités qui figureront au budget de 2001 à 2005.

7. Annexes

7.1 Liste détaillée du matériel microinformatique destiné aux services

Dépt.	Service	Postes de travail	Impri- mantes	Acces- soires	Coût estimé (CHF)
0	CFI Contrôle financier	0	1	1	2 750.–
1	CGE Comptabilité générale et budget	9	1	18	21 030.–
1	DSI Direction des systèmes d'information	6	0	13	45 020.–
1	GIM Gérance immobilière municipale	25	0	49	59 650.–
1	OPE Office du personnel	7	8	15	33 290.–
1	SEG Secrétariat général du Conseil administratif	14	0	28	47 680.–
1	ACH Service des achats	0	1	13	8 500.–
2	DCO Division de l'aménagement et des constructions	7	1	14	18 190.–
2	FMD Fonds municipal d'art contemporain	1	1	16	8 370.–
2	OPF Service administration et opérations foncières	0	0	1	30 000.–
2	ENE Service de l'énergie	3	0	13	7 510.–
2	URB Service de l'urbanisme	3	1	5	15 210.–
2	BAT Service des bâtiments	1	1	3	24 670.–
3	BPU Bibliothèque publique et universitaire	3	0	9	7 410.–
3	BMU Bibliothèques municipales	0	0	11	60 050.–
3	CJB Conservatoire et jardin botaniques	34	4	73	150 780.–
3	DAC Présidence du dépt. des affaires culturelles et Division art et culture	11	8	39	50 970.–

<i>Dépt.</i>	<i>Service</i>	<i>Postes de travail</i>	<i>Impri- mantes</i>	<i>Acces- soires</i>	<i>Coût estimé (CHF)</i>
3	MAH Musée d'art et d'histoire	9	0	19	25 430.–
3	ETH Musée d'ethnographie	2	2	5	12 440.–
3	MHN Muséum d'histoire naturelle	11	0	23	56 900.–
4	SPS Présidence du dépt. sports et sécurité	6	3	13	17 820.–
4	PCI Service de la protection civile	12	0	27	30 940.–
4	ADP Service des agents de ville et du domaine public	28	0	59	78 460.–
4	SPO Service des sports	3	2	7	25 910.–
4	SIS Service d'incendie et de secours	5	0	13	20 050.–
5	DPE Délégation à la petite enfance	7	0	12	21 690.–
5	ECO Service des écoles et institutions pour la jeunesse	7	7	21	24 490.–
5	SEV Service des espaces verts et de l'environnement	5	4	8	39 580.–
5	FUN Service des pompes funèbres et cimetières	11	2	22	29 570.–
5	SOC Service social	16	0	32	36 320.–
	Totaux:	246	47	582	1 010 680.–

7.2 Liste détaillée des logiciels microinformatiques destinés aux services

<i>Dépt.</i>	<i>Service</i>	<i>Logiciels</i>	<i>Coût estimé (CHF)</i>
0	CFI Contrôle financier	3	3 725.–
1	CGE Comptabilité générale et budget	53	8 970.–
1	DSF Direction des finances	24	36 000.–
1	DSI Direction des systèmes d'information	24	2 280.–
1	GIM Gérance immobilière municipale	125	20 750.–
1	OPE Office du personnel	36	6 260.–
1	SEG Secrétariat général du Conseil administratif	70	11 620.–
1	ACH Service des achats	10	10 000.–
2	DCO Division de l'aménagement et des constructions	35	5 810.–
2	FMD Fonds municipal d'art contemporain	6	2 330.–
2	OPF Service administration et opérations foncières	1	3 000.–
2	ENE Service de l'énergie	24	12 690.–
2	URB Service de l'urbanisme	15	2 490.–
2	BAT Service des bâtiments	7	11 130.–
3	BPU Bibliothèque publique et universitaire	24	5 740.–
3	BMU Bibliothèques municipales	109	27 640.–
3	CJB Conservatoire et jardin botaniques	185	43 220.–

<i>Dépt.</i>	<i>Service</i>	<i>Logiciels</i>	<i>Coût estimé (CHF)</i>
3	DAC Présidence du dépt. des affaires culturelles et Division art et culture	130	26 270.—
3	MAH Musée d'art et d'histoire	45	7 470.—
3	ETH Musée d'ethnographie	11	3 660.—
3	MHN Muséum d'histoire naturelle	57	25 600.—
4	SPS Présidence du dépt. sports et sécurité	30	4 980.—
4	PCI Service de la protection civile	60	9 960.—
4	ADP Service des agents de ville et du domaine public	141	25 240.—
4	SPO Service des sports	18	5 390.—
4	SIS Service d'incendie et de secours	26	7 550.—
5	DPE Délégation à la petite enfance	35	5 810.—
5	ECO Service des écoles et institutions pour la jeunesse	35	5 810.—
5	SEV Service des espaces verts et de l'environnement	56	12 320.—
5	FUN Service des pompes funèbres et cimetières	55	9 130.—
5	SOC Service social	80	13 280.—
Totaux :		1 530	376 125.—

M. Pierre Muller, maire. Il s'agit à nouveau d'une proposition émanant du Conseil administratif concernant le plan informatique quadriennal; c'est une information à l'intention des nouveaux conseillers municipaux. C'est quelque chose de récurrent, puisque, chaque année, vous avez un historique en première page de cette proposition.

J'aimerais simplement vous dire que vous avez ici la somme de demandes des services de l'administration municipale et que lesdites demandes ont été filtrées par la délégation à l'informatique et à la communication du Conseil administratif. Je vous demande donc de renvoyer la proposition N° 28 pour étude à la commission de l'informatique et de la communication.

Préconsultation

M. Roger Deneys (S). J'ai deux ou trois remarques à faire sur ce projet de crédit. En étudiant les projets contenus dans la proposition N° 28, j'ai vu qu'il y avait un projet de téléphonie sur IP, c'est-à-dire un système de téléphone qui utilise Internet. Il est demandé 90 000 francs pour cette proposition. Je sais que c'est très à la mode, que c'est quelque chose qui est plein d'avenir, mais je ne suis pas certain que les solutions technologiques actuellement proposées soient celles qui vont perdurer. Je me demande donc si c'est vraiment opportun de faire

cette étude actuellement et j'espère que la commission de l'informatique et de la communication étudiera cela très en détail. Personnellement, si on me donnait 90 000 francs pour essayer ce petit joujou, je le ferais très volontiers, mais, quant à savoir si cela sera utile, j'ai un petit doute.

Pour le reste, j'ai vu qu'on prévoit pour le Service des agents de ville et du domaine public un crédit de 100 000 francs pour un logiciel de gestion de l'inventaire et des stocks et, quelques lignes plus bas, je lis que c'est un projet pilote. Je trouve cela étonnant, car cela veut dire que, actuellement, il n'y a pas de logiciel de gestion de l'inventaire et des stocks dans l'administration municipale – je trouve même cela effrayant. Le seul avantage est qu'on ne pourra pas dire que ce logiciel sera soumis au «bug» de l'an 2000; c'est déjà cela. Toutefois, j'aimerais bien savoir s'il s'agit d'un logiciel déjà existant, qui serait acquis par la Ville de Genève, ou s'il s'agit du développement d'un nouveau logiciel. Je pense qu'il existe des logiciels tout faits qui conviennent aux collectivités publiques. J'aimerais aussi qu'on étudie très à fond cette proposition pour savoir si c'est un choix adéquat qui est fait.

Mise aux voix, la proposition est prise en considération et son renvoi à la commission de l'informatique et de la communication est accepté à l'unanimité.

10. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 530 000 francs destiné au renouvellement/acquisition de mobilier, machines de bureau et équipements de nettoyage pour les services de l'administration municipale - tranche 2000 (PR-30).

Préambule

En application des directives du Conseil administratif en matière de gestion financière, les besoins en équipements formulés par les services de l'administration municipale lors de l'élaboration du projet de budget annuel font l'objet d'une demande de crédit extraordinaire au Conseil municipal dont la présentation est à la charge du Service des achats, compétent pour la gestion de ces équipements. Cette disposition remplace la dotation annuelle attribuée audit service dans le cadre du budget de fonctionnement.

Politique de renouvellement/acquisition

Chaque année, les services de l'administration municipale, selon leurs activités, définissent leurs besoins en équipements. La coordination et le contrôle de ces demandes sont assurées par le Service des achats. Les critères d'octroi sont liés à la justification des objets proposés en tenant compte du cadrage financier accordé par le Conseil administratif au programme financier quadriennal, de l'obsolescence des équipements requis et des compléments demandés correspondant à l'évolution des missions de certains services.

Attribution

Pour l'année 2000, les éléments retenus correspondent à une dotation partielle des besoins exprimés par les services, soit 33,01% des demandes. Rappelons que pour 1999 seuls 51% des besoins exprimés ont pu être satisfaits. Emergeant au 19^e programme financier quadriennal, sous la rubrique 110.45.04, la tranche prévue pour l'année 2000 se décompose comme suit:

A) Mobilier (MO)	306 984	
120 chaises de musiciens pour le Victoria Hall, selon décision du Conseil administratif du 3 novembre 1999 (MO)	60 000	
70 000 pastilles antiviol pour les CD des bibliothèques et discothèques municipales, selon décision du Conseil administratif du 17 novembre 1999 (MO)	<u>70 000</u>	
		436 984
B) Machines de bureau (MB)	16 544	
Equipements de nettoyage (MA)	<u>76 472</u>	
		<u>93 016</u>
Total des demandes de biens retenues		<u>530 000</u>

Le détail des demandes de biens retenues et valorisées se trouve dans l'annexe N° 1. L'annexe N° 2 comprend les demandes de biens non retenues, également valorisées.

Budget prévisionnel d'exploitation

L'acquisition des équipements n'entraîne aucune charge de fonctionnement supplémentaire.

Quant à la charge financière annuelle comprenant les intérêts au taux de 4,75% et l'amortissement au moyen de 10 annuités pour (A) le mobilier et

5 annuités pour (B) les machines de bureau et équipements de nettoyage, elle atteindra respectivement (A) 53 371 francs et (B) 21 300 francs.

Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Service gestionnaire: Service des achats

Services bénéficiaires: Secrétariat du Conseil municipal
Service des achats
Direction des systèmes d'information (DSI)
Office du personnel (OP)
Direction du département des finances
Caisse municipale et accueil-réception
Comptabilité générale et budget
Gérance immobilière municipale (GIM)
Taxe professionnelle communale
Division de l'aménagement et des constructions
Service administration et opérations foncières
Service d'urbanisme
Service d'aménagement urbain et d'éclairage public
Service de l'énergie
Division de la Voirie
Division art et culture
Victoria Hall
Conservatoire et Jardin botaniques
Musée d'art et d'histoire (MAH)
Bibliothèque d'art et d'archéologie (BAA)
Musée Ariana
Musée d'ethnographie
Muséum d'histoire naturelle
Bibliothèques et discothèques municipales
Bibliothèque publique et universitaire (BPU)
Direction du département des sports et de la sécurité
Service des sports
Service d'incendie et de secours (SIS)
Direction du département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement
Délégation à la petite enfance
Office de l'état civil
Service des pompes funèbres et cimetières
Service social
Contrôle financier

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver les projets d'arrêtés ci-après:

PROJET D'ARRÊTÉ I

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre c), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 436 984 francs pour l'année 2000, destiné au renouvellement/acquisition de mobilier pour les services de l'administration municipale.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève à concurrence de 436 984 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera portée à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2001 à 2010.

PROJET D'ARRÊTÉ II

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre c), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 93 016 francs pour l'année 2000, destiné au renouvellement/acquisition de machines de bureau et équipements de nettoyage pour les services de l'administration municipale.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève à concurrence de 93 016 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera portée à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 5 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2001 à 2005.

Annexes: Liste des demandes de biens retenues et liste des demandes de biens non retenues.

Proposition: acquisition de mobilier et machines de bureau

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs, j'attire votre attention sur le fait que, dans cette proposition, des attributions ont été proposées, en concertation avec la commission des finances, concernant le renouvellement des 120 chaises de musiciens pour l'Orchestre de la Suisse romande ainsi qu'un système de protection magnétique pour les disques des discothèques municipales. C'est suite aux discussions en commission des finances que nous avons ajouté ces deux propositions, l'une de 60 000 francs et l'autre de 70 000 francs, qui concernent le matériel dont je viens de parler.

Je voulais donc attirer votre attention sur ce rajout et je vous demande de renvoyer cette proposition à la commission des finances.

Préconsultation

M. Pierre Losio (Ve). Brièvement, quelques mots pour dire que les Verts accepteront de renvoyer cette proposition à la commission des finances. Les Verts veilleront en particulier à mettre en discussion les standards pratiqués en Ville de Genève concernant les achats de ces différentes fournitures. Nous dirons qu'il est possible que cette proposition soit encore incomplète, puisque certains objets ont été retirés du budget de fonctionnement d'un département, parce que la commission des sports et de la sécurité, dans un premier temps, puis la commission des finances, dans un deuxième temps, ont estimé que certaines sommes inscrites dans le budget de fonctionnement devaient figurer dans le budget des investissements.

Je ne sais pas qui fera ce travail; j'ignore s'il sera fait par le Conseil administratif lors de la séance de commission où cette proposition sera étudiée, mais il est probable que cette proposition N° 30 devra être complétée par différents autres achats de matériel pour un département, puisque ce dernier s'est vu retirer du budget de fonctionnement des sommes qui ont donc été considérées, par les deux commissions, comme devant figurer dans le budget des investissements.

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC). Le PDC appuie ce que vient de dire notre collègue Vert. Nous avons déjà eu l'occasion de dire combien nous étions choqués que des crédits extraordinaires pour du mobilier puissent être présentés, car, bien qu'en commission on soit particulièrement vigilants, on s'aperçoit qu'on retrouve des dépassements. Pour moi, des crédits extraordinaires de 530 000 francs, c'est un scandale!

Il est vrai qu'il est utile de remplacer certains objets, mais, si on entre dans le détail, on voit qu'on propose des bureaux et des fauteuils pour cadres à des prix qui semblent prohibitifs. Cela mérite absolument d'être remis en question. Je

pense qu'on peut affecter cette somme de 530 000 francs à d'autres investissements, qui seraient beaucoup plus utiles, comme d'engager des agents de ville pour la sécurité de nos enfants à la sortie des écoles.

M. André Kaplun (L). Je ne voudrais pas trop allonger ce débat, Madame la présidente, mais je voudrais aussi rappeler au magistrat que, lorsque nous avons discuté, en commission des finances, de la proposition du Conseil administratif de renouveler ces fameuses chaises du Victoria Hall, nous nous étions déjà étonnés que celles-ci puissent valoir 520 francs pièce.

Je pense donc que nous serons tout aussi attentifs que d'autres, non seulement au problème de savoir si cela entre dans le budget d'investissement ou dans le budget de fonctionnement, comme cela vient d'être évoqué, mais aussi au problème du coût de ce qu'on nous propose.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Lors de la précédente législature, on nous a proposé le même type de proposition pour des achats de mobilier et de machines de bureau et il y a eu un nombre important d'interrogations à la commission des finances. Par exemple, pour un montant de 1200 à 1300 francs, on nous proposait, pour le personnel, quatre chaises, des bureaux, etc. On s'est demandé quel était le modèle de chaises choisi et, en cherchant, on a remarqué une rubrique d'un montant de 1250 francs pour une lampe et un fauteuil. Nous nous sommes renseignés et on nous a dit ceci: «Vous comprenez, c'est un chef de bureau et, quand il reçoit les gens, il faut les impressionner.»

Mesdames et Messieurs, à la commission des finances, on s'est posé un certain nombre de questions par rapport aux achats et, ensuite, on a eu une discussion au niveau du Conseil municipal. Puis on a pensé qu'il allait peut-être y avoir une prise de conscience du Conseil administratif par rapport aux crédits d'acquisition de mobilier, mais on voit que c'est resté lettre morte.

Je me demande alors si certains employés sont mieux dans leur bureau qu'à la maison, si les filles qu'on y reçoit sont jolies et s'il faut les impressionner avec un beau fauteuil et une belle lampe. Je me demande aussi si le personnel qui travaille huit heures par jour devant un ordinateur et qui a des directives avec un certain nombre de compléments n'est pas traité d'une façon un peu rétrograde. Je me dis que ces mêmes personnes ont, depuis deux ans, leur salaire bloqué et quand elles réclament un petit quelque chose, on leur répond: «Il n'y a pas de sous!»

Mesdames et Messieurs, officiellement, je peux vous dire que cette proposition va être épluchée et qu'il va y avoir des mécontents et que, de ceux-ci, je vais m'en occuper!

Proposition: acquisition de mobilier et machines de bureau

M^{me} Ruth Lanz (AdG/SI). Je voudrais juste apporter une précision suite à l'intervention de M. Kaplun concernant les chaises de l'OSR. Il ne s'agit pas de chaises ordinaires, comme on pourrait le croire, mais de chaises anatomiquement ajustées à l'activité des musiciens.

M. Daniel Sormanni (S). Le groupe socialiste renverra évidemment cette proposition à la commission des finances, mais j'aimerais rappeler qu'il s'agit ici d'investissement et non de fonctionnement. Malheureusement, j'ai entendu deux intervenants qui, de nouveau, comparent le fonctionnement et les investissements. Si on veut prendre l'exemple de l'engagement des agents municipaux, cette proposition permettra d'engager un agent municipal pendant cinq ans et, après, vous le renverrez parce que vous n'aurez plus les moyens de le payer. Il faut aussi savoir raison garder et comparer ce qui est comparable.

Notre administration comporte près de 2500 employés et j'imagine tout de même que ces employés ont besoin d'un minimum d'équipement; je crois qu'il faut aussi être raisonnable. (*Remarque de M^{me} von Arx-Vernon.*) Madame von Arx, je vous ai écoutée en silence et j'attends la même chose de votre part.

Je remercie M. Vaissade d'avoir déjà fait le nécessaire en ce qui concerne les parties d'investissement que la commission des finances a retirées du budget. J'aimerais dire aussi au Conseil administratif – il faudra le transmettre à M. Hediger – qu'au moment où le Conseil administratif sera auditionné sur cette proposition il nous soumette les propositions concernant son département que nous avions retirées, à la commission des finances, puisque l'objectif n'était pas de ne pas les voter, mais de les transmettre au budget d'investissement.

La présidente. M^{me} von Arx, pour la deuxième fois.

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC). J'ai été mise en cause par M. Sormanni, Madame la présidente, mais cela a été fait avec beaucoup de gentillesse, c'est vrai. Je voulais simplement dire que, si on cherche à tout prix à faire des économies sans que cela soit sur le dos du personnel ni aux dépens des subventions aux associations, de projets et de priorités qui doivent être tenues, il y a bien d'autres domaines où on peut faire des économies. On peut les faire sur les chaises, sur les tables, sur les bureaux. Je regrette, ce n'est pas mépriser le personnel que de dire qu'on peut acheter des bureaux à moins de 8000 francs pièce.

M. Pierre Muller, maire. Mesdames et Messieurs, je crois en effet qu'il faudra une fois pour toutes définir dans ce parlement les standards en matière d'achats et, là, je rejoins tout à fait M. Losio. (*Remarque de M. Sormanni.*) Monsieur Sormanni, je ne sais pas ce qui vous prend ces jours, mais vous êtes en phase avec le Conseil administratif et particulièrement avec celui qui vous parle; vous venez de dire des choses tout à fait intéressantes. En termes d'investissement et de fonctionnement, vous faites les différences nécessaires.

Je m'adresse maintenant à la conseillère municipale qui, chaque fois qu'on fait une proposition d'achats, monte au filet et ferraille avec le Conseil administratif. Madame von Arx, vous devriez savoir qu'il ne faut pas confondre les pommes et les poires; en effet, lorsque nous parlons de mobilier, il s'agit d'investissement et, lorsque vous parlez de patrouilleuses scolaires ou d'agents municipaux, il s'agit de fonctionnement. Après un certain nombre d'années au Conseil municipal, vous devriez être capable de faire la différence. A vous entendre, Madame, rien n'est trop beau pour les conseillers municipaux, mais quand il s'agit d'offrir un certain confort aux employés de l'administration municipale, là, ce n'est plus possible.

Nous passons huit heures par jour, si ce n'est pas plus, dans notre environnement de travail et nous avons droit à un minimum de confort. Lorsqu'on achète des chaises à un certain prix, ce n'est pas simplement pour faire fonctionner le commerce local, mais c'est parce que les définitions de l'objet ont été faites convenablement et qu'elles correspondent à un besoin. J'espère que vous ne reviendrez pas sur l'histoire des tasses, cuillères et autres sous-tasses de la dernière fois et que vous admettrez que le travail du Service des achats est fait scrupuleusement. Une évaluation de tous les objets est faite et, si parfois vous trouvez que les prix sont élevés, vous savez qu'il y a une autre solution qui consiste à aller s'approvisionner dans des commerces du style de celui qu'on vient de nommer, mais nous avons une autre façon de procéder. Ici, à Genève, nous achetons localement.

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC). Il est vrai que M. le maire a raison de relever combien il est important que les collaborateurs travaillent dans un confort tout à fait légitime, mais je pense que, entre 800 francs et 2200 francs le fauteuil, on doit avoir un réel choix. Je reviens à un autre cheval de bataille, qui me tient très à cœur, c'est la véritable mise en concurrence. Je pense que cela est extrêmement important.

Je ne vais pas confondre l'investissement et le fonctionnement; je vais simplement déterminer mes choix en fonction de priorités politiques et la priorité politique n'est effectivement pas le mobilier.

M. Pierre Muller, maire. Je remercie beaucoup M^{me} von Arx de sa profession de foi; je m'aperçois que le PDC est en train de virer à droite, qu'il devient de plus en plus libéral, et cela me réjouit.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). En écoutant la série de remarques faites dans cette salle, je constate qu'on a déjà eu un débat identique sur l'achat de véhicules. Il y a eu beaucoup de remarques sur la raison du changement de ces véhicules alors que, dans d'autres secteurs, on ne les changeait pas. Il y a eu la motion N° 321 du Conseil municipal qui demandait la justification de l'utilisation des véhicules de la Ville.

J'avertis alors M. Muller, maire, que, lorsqu'il sera auditionné, il devra apporter un inventaire des réserves de matériel stockées dans un certain nombre d'endroits dont les employés ne veulent pas, parce que la couleur ne leur plaît pas ou que le siège est un peu usé, etc. Je vous avertis que vous serez surpris de ce fameux inventaire. Tant que nous n'aurons pas cet inventaire, qui sera déposé devant les membres de la commission des finances, je peux vous dire que je repousserai le débat de cette proposition et que cela répondra à beaucoup de questions. Ensuite, vous verrez que les achats prévus par ce crédit de 500 000 francs, qui seront acceptés par le Conseil municipal lorsque la commission des finances aura fini d'étudier la proposition, seront triés sur le volet.

Monsieur Muller, ne venez pas à la commission des finances sans cet état des lieux, parce que je demanderai de renvoyer cet objet à une autre date.

M. Tristan Cerf (AdG/TP). Un vieil ami, aujourd'hui décédé, qui avait connu bien des guerres et des misères, avait coutume de dire avec son accent, je crois, croate: «Tristan, qualité, c'est pas cher.» Toutes les personnes qui travaillent dans un bureau savent qu'une chaise qui coûte 200 francs et vient d'une maison suédoise ne va pas durer très longtemps et que son usage est un peu désagréable. Une chaise à 500 francs – ce qui ne me paraît pas cher du tout – va durer un peu plus longtemps. Je crois que la commission des finances sera tout à fait capable d'évaluer le rapport qualité-prix de ces fournitures.

Mise aux voix, la proposition est prise en considération et son renvoi à la commission des finances est accepté à l'unanimité.

- 11. Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la motion de MM. Philip Grant, Roger Deneys, René Grand, Didier Bonny, Didier Burkhardt, Bernard Paillard et Alain Marquet, renvoyée en commission le 29 septembre 1998, intitulée: «Pour soutenir la diversité de la presse» (M-338 A)¹.**

Rapporteur: M. Jean-Pascal Perler.

1. Préambule

Lors de la séance du 29 septembre 1998, le Conseil municipal a renvoyé la motion citée en objet à la commission des finances.

Présidée par M^{me} Michèle Wavre-Ducret, la commission a étudié la motion N° 338 au cours des séances des 21 septembre et 5 octobre 1999. Elle a auditionné les motionnaires et des représentants du journal *Le Courrier*.

Voici l'invite de la motion: «Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à étudier les possibilités existantes pour soutenir le *Courrier*, par exemple par la conclusion d'abonnements au *Courrier* pour ses divers départements, services et divisions, voire par la mise à disposition de bureaux (gratuitement ou selon un loyer préférentiel).»

Enfin, la commission des finances remercie M^{me} Micheline Pürro qui a rédigé les notes de séances.

2. Audition d'une délégation des motionnaires (MM. Didier Bonny et René Grand)

M. Bonny précise d'entrée qu'il est membre de la Nouvelle Association du *Courrier* (NAC) et que l'objectif de la motion est d'inciter les autorités à souscrire à un certain nombre d'abonnements afin de garantir une équité avec les autres journaux de la place et de demander à la Ville la mise à disposition de locaux plus grands et/ou meilleur marché que ceux que le *Courrier* utilise déjà et qui appartiennent aux TPG. Le journal présente aux comptes 1998 un déficit économique de 610 000 francs, à raison de 3 334 000 francs pour les charges et de 2 734 000 francs pour les produits, avec comme prévision pour les comptes 1999 un déficit de 715 000 francs (cf. annexe N° 1: Comptes et budgets 1997-2002).

M. Grand ajoute que par le passé le journal était subventionné par l'Eglise catholique pour un montant de 250 000 francs. Les collaborateurs du *Courrier*

¹ «Mémorial 156^e année»: Développée, 1043.

avaient prévu en 1999 une augmentation de 1000, puis de 600 abonnements pour être plus proche de l'objectif à atteindre. Bien que ce soit dans les cantons de Vaud et du Valais qu'on assiste à une augmentation de ceux-ci, c'est Genève qui représente les trois quarts des abonnements vendus, ce qui en fait un journal bien genevois (cf. annexe N° 2).

Une campagne importante de souscription publique a été mise en place par la NAC, que l'on peut suivre en direct chaque semaine dans l'édition du samedi, car le *Courrier* n'a que très peu de sponsors publicitaires. La Fédération genevoise de coopération (FGC) verse aussi une importante subvention, 37 000 francs en 1998, pour des projets bien précis. La Fondetec, quant à elle, garantit un fonds de 300 000 francs en cas de faillite pour rembourser les abonnements à ceux qui réclameraient, mais il semble qu'aucun remboursement n'ait jamais été demandé.

Enfin, afin de diminuer les charges du *Courrier*, une partie du personnel (cadres) a même volontairement renoncé à une partie de son salaire pour favoriser la relance du journal, au détriment, semble-t-il, du respect des conventions collectives.

3. Audition d'une délégation du journal *Le Courrier* (M^{mes} Isabelle Ducret, rédactrice en chef-adjointe; Nathalie Havinga, administratrice; Maryse Dürrer, coprésidente)

M^{me} Dürrer tient à souligner que le *Courrier* est une entreprise particulière, dont la pérennité très précaire ne tient en partie que grâce au dévouement de bonnes volontés compétentes, sur lequel le journal peut être reconnaissant. Il n'y a pas de capital financier qui fasse vivre cette PME, mais d'importantes souscriptions.

M^{me} Ducret commente l'engagement d'un nouveau rédacteur en chef moins typé «à gauche» qui donnera un nouvel élan au journal, soulignant que, si le ton risque d'évoluer, le fond restera toujours le même, à savoir une voix différente parmi les autres quotidiens de la place. Actuellement, il est encore trop tôt pour dire si cette nouvelle orientation aura des effets bénéfiques ou négatifs sur le nombre de lecteurs.

Le *Courrier* ne réclame pas une subvention directe qui serait contraire à son éthique, mais a besoin d'un soutien des autorités pour l'octroi de locaux à un prix raisonnable, la conclusion d'abonnements et le paiement d'espaces d'informations rétablissant l'équité avec les autres journaux.

M^{me} Havinga informe la commission que le nombre d'abonnements souscrits par la Ville de Genève est au nombre de 10. C'est pourquoi elle espère très sérieu-

sement une augmentation du nombre d'abonnements. Cependant, elle admet que la Ville, par l'intermédiaire de certains de ses services, divisions ou fondations, a plus d'abonnements, mais qu'elle n'a pas pu les identifier comme appartenant à celle-ci (M. Erhardt, secrétaire général, confirme le nombre évoqué par M^{me} Havinga et précise qu'il y a beaucoup d'autres abonnements souscrits par la Ville, mais sous le nom d'un intermédiaire, Dynapresse). D'autre part, l'étroitesse du lieu de travail (250 m²) et son prix (45 600 francs) l'incitent à obtenir auprès de la Ville des locaux meilleur marché ou à titre gracieux, mais cette démarche n'a pas encore été effectuée. Déménager n'est pas une mince affaire, il faut voir sur le long terme. Sa préférence va pour le centre-ville dans des locaux d'au moins 400 m². La direction va entreprendre en parallèle une renégociation avec les TPG, mais ne se sent pas ou peu en position de force, car le propriétaire leur avait aménagé à ses frais une salle au sous-sol.

Pour terminer, la commission des finances apprend que les charges salariales augmentent sur le budget 2000, cela par l'engagement de 2 personnes à temps partiel suite à la nouvelle imprimerie qui se trouve maintenant à Genève (anciennement Fribourg).

Le prix du journal va aussi augmenter de 1,5% à l'unité, ce qui semble pour les collaborateurs du *Courrier* un prix encore tout à fait concurrentiel, surtout que l'effort promotionnel porte principalement sur la première année d'abonnement. En 1999, un poste a justement été créé pour dynamiser le secteur «promotion et marketing», dont le champ d'action doit s'étendre dans toute la Romandie.

De plus, constatant que la masse salariale augmentait, et suite à une concertation avec le personnel, les «hauts salaires» ont diminué leur salaire en faveur des collaborateurs proches des revenus minimaux selon la convention collective en vigueur dans le milieu journalistique; chaque employé peut faire appel à un fonds de solidarité en cas de difficulté financière.

4. Travail de la commission des finances

La question essentielle à laquelle les commissaires doivent faire face est de savoir si une collectivité doit soutenir un organe de presse. Les uns, considérant le *Courrier* comme une entreprise, pensent que la Fondetec pourrait éventuellement aider afin de maintenir des emplois, mais certainement pas la Ville de Genève. Les autres estiment qu'il pourrait être soutenu au nom de la diversité de la presse, car l'entreprise le *Courrier* est indispensable à la démocratie en défendant un certain nombre de valeurs qui font défaut à d'autres.

Une majorité de la commission remarque que le *Courrier* est le seul quotidien vraiment genevois; il n'est, de plus, pas dépendant d'un parti. C'est plus qu'un

Motion: pour soutenir la diversité de la presse

journal, c'est une expression culturelle de la région genevoise. Il peut être considéré au même titre que d'autres associations sociales, sportives ou culturelles qui sont subventionnées par la Ville de Genève.

Deux mesures pourraient intervenir rapidement, à savoir une augmentation du nombre d'abonnements et une mise à disposition de locaux. Cependant, augmenter le nombre d'abonnements payés par la Ville pourrait décourager les lecteurs à s'abonner individuellement, car, le journal étant à disposition quotidiennement, pourquoi le recevoir à la maison; l'action d'envoyer le journal dans les écoles n'a pas été franchement couronnée de succès, bien que certains établissements aient fini par s'abonner. D'autre part, est-il juste de vouloir tendre vers une répartition équitable des abonnements entre les différents quotidiens genevois, car ils n'ont pas la même audience?

Il est clair que la mise à disposition de locaux bon marché ou à titre gracieux serait l'action la plus payante. Des mesures simples et indirectes sont le strict minimum que les collectivités peuvent faire au nom de la diversité de la presse, car si nous avons raté la *Suisse*, il s'agit de ne pas perdre le *Courrier*.

5. Conclusion et vote

Afin de permettre la concrétisation rapide d'un soutien de la Ville de Genève, appuyée par une majorité politique, un commissaire propose une modification totale de l'invite originelle de la motion dont deux versions ont été soumises au vote de la commission:

1. Le Conseil municipal, au nom du principe de la diversité de la presse, invite le Conseil administratif à étudier un soutien au *Courrier*, dès l'an 2000, sous deux formes:
 1. Prévoir un montant pour les abonnements et la publicité de même niveau que celui payé aux principaux quotidiens genevois.
 2. Chercher une solution pour des locaux plus grands et moins onéreux qu'actuellement.
2. Le Conseil municipal, au nom du principe de la diversité de la presse, invite le Conseil administratif à marquer un soutien au *Courrier*, dès l'an 2000, sous deux formes:
 1. Prévoir un montant pour les abonnements et la publicité de même niveau que celui payé aux principaux quotidiens genevois.
 2. Chercher une solution pour des locaux plus grands et moins onéreux qu'actuellement.

La subtilité des deux versions différentes réside sur le verbe à utiliser: «étudier» (version légère) ou «marquer» (version contraignante). La commission a accepté la version contraignante par 10 oui (2 AdG/SI, 2 Ve, 2 S, 2 DC, 2 R), 2 non (2 L), 3 abstentions (2 AdG/TP, 1 L).

Un commissaire propose alors deux amendements à la nouvelle invite de la motion:

- remplacer «au nom du principe de la diversité de la presse» par «au nom de la nécessité de la diversité de la presse». Cet amendement est accepté par 9 oui (1 AdG/SI, 2 Ve, 2 S, 2 DC, 2 R), 3 non (3 L) et 3 abstentions (2 AdG/TP, 1 AdG/SI);
- ajouter «soutien à l'emploi» en plus de «diversité de la presse». Cet amendement est refusé par 4 non (3 L, 1 DC), 4 oui (2 S, 2 AdG/SI) et 7 abstentions (2 AdG/TP, 2 Ve, 1 DC, 2 R).

Ensuite, la commission met aux voix les deux propositions d'aide au *Courrier*.

La 1^{re} invite concernant les abonnements est acceptée par 10 oui (2 AdG/SI, 2 S, 2 Ve, 2 DC, 2 R), 3 non (3 L) et 2 abstentions (2 AdG/TP).

La 2^e invite concernant la mise à disposition de locaux est acceptée par 9 oui (2 AdG/SI, 2 S, 1 Ve, 2 DC, 2 R) et 6 abstentions (2 AdG/TP, 3 L, 1 Ve).

Enfin, la commission vote la motion dans son ensemble, celle-ci est acceptée par 10 oui (2 AdG/SI, 2 S, 2 Ve, 2 DC, 2 R), 3 non (3 L) et 2 abstentions (2 AdG/TP). Le texte final de la motion est donc le suivant:

MOTION AMENDÉE

Le Conseil municipal, au nom de la nécessité de la diversité de la presse, invite le Conseil administratif à marquer un soutien au *Courrier*, dès l'an 2000, sous deux formes:

1. Prévoir un montant pour les abonnements et la publicité de même niveau que celui payé aux principaux quotidiens genevois.
2. Chercher une solution pour des locaux plus grands et moins onéreux qu'actuellement.

* * *

M. Pierre de Freudenreich annonce, au nom du Parti libéral, un rapport de minorité. (*Note du Secrétariat du Conseil municipal*: Ultérieurement, M. de Freudenreich nous informe qu'il renonce à rédiger le rapport annoncé.)

Annexes mentionnées.

M. Jean-Pascal Perler, rapporteur (Ve). Madame la présidente, chers collègues, j'interviens en tant que rapporteur pour faire deux modifications qui me semblent importantes et que j'ai laissé passer lorsque j'ai établi mon rapport. La première modification concerne la première page, dernier paragraphe; j'ai écrit: «M. Grand ajoute que par le passé le journal était subventionné par des grandes communes pour un montant de 250 000 francs.» Le *Courrier* n'était en fait pas subventionné par des grandes communes, mais par l'Eglise catholique pour la somme de 250 000 francs. (*Corrigé au Mémorial.*)

La présidente. La Société catholique romaine.

M. Jean-Pascal Perler. Oui. La deuxième modification est à la page 3, au premier paragraphe, je mentionne le loyer que le *Courrier* paie aux TPG et j'ai mis un zéro de trop: dans mon rapport, j'indique 456 000 francs pour l'année – ce qui faisait beaucoup – en fait c'est 45 600 francs. (*Corrigé au Mémorial.*)

Maintenant, toujours en tant que rapporteur, j'ai une précision à apporter concernant le nombre d'abonnements. Dans mon rapport, il est mentionné que la Ville payait dix abonnements, selon M^{me} Havinga. En réalité, il y en a beaucoup plus, seulement ces abonnements sont en quelque sorte cachés, c'est-à-dire que la Ville utilise des intermédiaires pour avoir des abonnements au *Courrier*. Il est donc assez difficile de déterminer le nombre exact d'abonnements au *Courrier* de la Ville. Suite à une discussion avec M. Erhardt, secrétaire général, qui est informé du problème, les services, semble-t-il, ont essayé de regrouper ces informations pour pouvoir aller dans le sens de la motion; la motion demande qu'on souscrive avec équité aux abonnements des différents quotidiens. Donc, c'est en cours, mais ce n'est pas en deux heures, avec un tableur Excel, qu'on peut régler cela, car c'est assez compliqué.

Voilà, Madame la présidente, chers collègues, les quelques précisions que je voulais donner en tant que rapporteur.

Premier débat

M. Pierre Muller, maire. Le Conseil administratif a souvent discuté de la presse, puisque nous sommes intéressés au premier chef par les médias, les médias écrits en particulier, dont le *Courrier* fait partie. Nous avons clairement exprimé notre désir de maintien d'une diversité de la presse à Genève; nous n'avons que trop vu d'avis mortuaires de journaux ces dernières années pour ne

pas nous préoccuper de cette diversité. C'est la raison pour laquelle la Ville de Genève soutient le *Courrier* par une démarche privilégiant le soutien par abonnements au *Courrier* et des insertions publicitaires dans ce journal. Nous avons aussi envie de rencontrer la direction du *Courrier* et de l'entendre nous dire clairement quels sont ses problèmes. C'est une invitation que j'adresse, au nom du Conseil administratif, aux représentants du *Courrier* à la tribune de la presse.

Je dois cependant aussi vous dire que les autorités de la Ville de Genève n'ont pas l'intention de s'offrir une *Pravda*, donc de financer directement le *Courrier*. Je crois qu'il est important de clarifier, une fois pour toutes, la démarche des autorités exécutives de la Ville de Genève dans la problématique des médias, qu'ils soient écrits ou d'autre sorte.

Mesdames et Messieurs, vous savez qu'il existe des instituts de financement tout à fait appropriés et je pense qu'une partie de la résolution des problèmes du *Courrier* doit passer par ce genre d'instituts de financement. Voilà le message que je voulais vous transmettre au nom du Conseil administratif.

M. Didier Bonny (DC). Je commence mon intervention en remerciant le bureau d'avoir mis ce point à l'ordre du jour, car il est important qu'on puisse parler du *Courrier* lors de cette séance et non pas au mois de janvier, voire en février. Je remercie ensuite M. Pierre Muller pour la déclaration qu'il vient de faire, qui montre la bonne volonté de la majorité de ce Conseil municipal à venir en aide au *Courrier*. Je salue également le travail de la commission des finances, travail qui s'est effectué très rapidement une fois que nous avons été saisis de cet objet. Il est vrai que cet objet est resté une année à la commission des finances, mais cela tombe bien, car c'est le bon moment pour en parler. Mes remerciements également à M. Perler pour la rapidité avec laquelle il a rendu son rapport, ce qui nous permet d'en parler ce soir, ainsi qu'à M. de Freudenreich, qui avait annoncé un rapport de minorité, mais qui, afin de ne pas bloquer le dossier vu qu'il n'arrivait pas à rendre son rapport de minorité dans les temps, a décidé de ne pas le faire.

Cela dit, j'en viens maintenant au fond du problème. Durant ces dernières semaines, on a passablement parlé du *Courrier*, puisque le *Courrier* a mis en place plusieurs actions. Depuis quatre semaines, les lecteurs habituels ou occasionnels du *Courrier* ont pu voir que, chaque lundi, le *Courrier* fait une action pour qu'on se rende compte à quel point il est important dans le paysage des médias genevois et également romands. Le *Courrier* se trouve à un tournant de son existence et l'année 2000 et également l'année 2001 vont être des années de tous les dangers, des années très importantes pour la survie du *Courrier*, qui doit absolument augmenter encore son lectorat; celui-ci augmente très régulièrement depuis trois ou quatre ans mais, malheureusement, il ne progresse pas assez rapidement pour avoir une situation financière saine pour les prochaines années.

Motion: pour soutenir la diversité de la presse

Chaque année, il faut que le *Courrier* fasse appel à ses lecteurs pour une souscription qui va de 300 000 à 350 000 francs. Pour ma part, je trouve que c'est chaque année un petit miracle que cette somme puisse être récoltée, mais, au bout d'un certain temps, les miracles peuvent cesser.

Dès le 1^{er} janvier 2000, le *Courrier* va être imprimé dans notre canton, ce qui est important; il va être imprimé à l'imprimerie Atar qui, entre autres, imprime la *Feuille d'avis officielle*. Je pense que c'est aussi une bonne nouvelle pour l'économie genevoise. Au sujet de l'aide de la Ville de Genève, lorsqu'on arrivera à connaître le nombre exact d'abonnements au *Courrier* que possède la Ville de Genève, cela sera plus clair; car il est en effet important qu'on puisse être sûr que le nombre d'abonnements au *Courrier* est égal à ceux souscrits aux autres journaux de la place.

Quant aux locaux, c'est un peu anecdotique, car ce n'est pas avec 45 600 francs qu'on va sauver le *Courrier*, mais, si on parvient à trouver des locaux un peu plus grands et moins chers, cela sera également une bonne chose.

Enfin, dans le rapport n'apparaît pas une discussion que nous avons eue à la commission – discussion très franche – sur la Fondetec, puisque celle-ci dépend directement de la Ville de Genève. D'ailleurs, je pense que nous allons avoir un débat là-dessus et qu'il va y avoir une proposition d'amendement. Personnellement, je trouve que ce serait une bonne idée que la Fondetec fasse plus que ce qu'elle fait déjà, puisqu'elle garantit la couverture de 300 000 francs de déficit, mais, à ce moment-là, ce serait trop tard. Il faudrait pouvoir agir en amont, que la Fondetec investisse de l'argent dans le *Courrier*; ce serait alors une aide indirecte et non pas directe de la Ville de Genève.

Je vais en rester là pour l'instant et je me permettrai de reprendre la parole plus tard, lorsque nous discuterons de l'amendement à venir.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). J'ai bien apprécié la première partie de l'intervention de M. le maire, lorsqu'il a dit que la volonté du Conseil administratif est de soutenir le *Courrier*, mais j'ai beaucoup moins apprécié quand M. le maire a dit que soutenir le *Courrier* financièrement, c'est soutenir une sorte de *Pravda*.

M. Pierre Muller, maire. Je n'ai pas dit cela; j'ai dit «s'offrir une *Pravda*».

M. Souhail Mouhanna. On ne peut qualifier ainsi le fait de soutenir financièrement un journal qui lutte pour sa survie. Cette lutte-là est justement due, comme

vous le savez, à une concentration de médias par la volonté d'un certain nombre de milieux de la haute finance de disposer d'un instrument de communication, au détriment de la pluralité de la presse – et pas seulement de la pluralité des titres, mais de la pluralité d'opinions. Je trouve que c'est aller un peu trop vite en besogne; c'est aller un peu trop loin. Cette déclaration de M. Pierre Muller, je l'avoue, me choque.

Cela étant dit, lorsque le Conseil administratif se montre assez généreux pour rétablir 30 000 francs de subvention pour le Centre d'accueil de la Genève internationale, je ne crois pas qu'il transforme ce centre en une antichambre du Conseil administratif. Rétablir une subvention de 30 000 francs au Club de la presse à la demande du Conseil administratif, cela ne fait pas du Club de la presse un club de représentants du Conseil administratif. Effectivement, il faut soutenir la diversité de la presse, la diversité d'opinions, c'est vital pour la démocratie.

C'est la raison pour laquelle non seulement je soutiens les propositions qui ont été faites dans le cadre de la commission des finances, ainsi que la motion amendée figurant dans le rapport, mais également, en tant que membre de la Fondetec, je soutiens les propositions qui iraient dans le sens d'un accroissement du soutien de la Fondetec au *Courrier*. J'irai même plus loin; je proposerai par la suite que le Conseil municipal vote un soutien financier en faveur du *Courrier* du même montant que celui octroyé au Club de la presse et au Centre d'accueil de la Genève internationale, d'un montant de 30 000 francs.

M. Pierre Muller, maire. Monsieur Mouhanna, vous l'avez bien compris, cette affaire est ultrasensible. Nous avons déjà eu ici à parler, à de multiples reprises, des problèmes de médias et particulièrement des journaux. Je vous rappelle qu'il n'y a pas si longtemps – vous n'étiez pas encore membre du Conseil municipal, Monsieur Mouhanna – il y a eu l'affaire dite *Info Dimanche*. Une proposition du Conseil administratif avait été émise et, heureusement, grâce au président de la commission des finances de l'époque, l'affaire est restée dans le tiroir un peu longtemps, de manière que l'histoire se déroule... On connaît la triste fin d'*Info Dimanche*. Le Conseil administratif n'a ainsi pas eu à reprendre le dossier mais, si nous y avons été contraints, nous aurions été extrêmement gênés.

L'entreprise de presse n'est pas une entreprise commune; c'est une entreprise tout à fait particulière. On ne peut pas comparer un soutien à une PME à un soutien à une entreprise de presse, parce que derrière cette entreprise de presse, il y a toute la problématique, toute la philosophie de la liberté d'opinions. Un pouvoir, quel qu'il soit, qu'il soit de droite ou de gauche, à mon avis, ne doit pas entrer en matière pour un soutien ou un financement direct à une entreprise de presse, parce que cela fausse le débat.

Motion: pour soutenir la diversité de la presse

Pour répondre à M. Bonny, je dis et je confirme que, au sein de l'administration de la Ville de Genève, il y a un certain nombre d'abonnements au *Courrier*. Je n'en connais pas moi-même le nombre, mais, quand je vais dans des bureaux, ou à la réception, je vois le *Courrier*. Je me dis donc qu'il existe des abonnements et que le journal est ainsi soutenu.

Pour être vraiment clair, je maintiens ce que j'ai dit: le Conseil administratif soutient la diversité de la presse et soutient, en l'occurrence, le *Courrier*; même si, de temps en temps, il nous égratigne ou qu'il ne correspond pas exactement à ce que nous souhaiterions, compte tenu de nos sensibilités différentes au Conseil administratif. Nous devons essayer de conserver cette affaire. Mais, encore une fois, cela ne doit pas passer par un financement direct du Conseil administratif, voire du Conseil municipal. La solution qui a été évoquée tout à l'heure, d'un soutien via la Fondetec, la Fongit ou une autre institution me paraît une bonne solution et devrait en tout cas être étudiée.

M. Alain Marquet (Ve). Tout d'abord, j'aimerais vous dire, comme l'a relevé M. Perler tout à l'heure, que j'ai quand même été surpris de voir que notre administration municipale n'était pas à même de donner des renseignements précis et fiables sur le nombre d'abonnements qu'elle avait souscrits au journal *Le Courrier*. Il a été évoqué par M. Erhardt, comme justification à cette incapacité, le fait qu'un certain nombre de ces abonnements était sous-traité par un intermédiaire, la maison Dynapresse. Nous le savons tous, qui dit sous-traitance dit commission; c'est peut-être de l'argent dont je ne dirais pas qu'il se perd, mais en tout cas qui ne va pas forcément là où il devrait aller.

On a évoqué plus sérieusement le problème de la Fondetec. Actuellement, la Fondetec, comme a commencé de le dire M. Bonny tout à l'heure, garantit, si je ne me trompe pas, de l'argent en cas de déficit, mais avec la condition bien spécifique de pouvoir rembourser les abonnés qui se sont engagés en cas de cessation de parution du *Courrier*. Il me semble que la Fondetec pourrait aller un peu plus loin; je mettrais cela en rapport avec le fait que la Fondetec, lorsque nous lui avons laissé les coudées franches et qu'elle a disposé de son capital de 20 millions, a pu, notamment la première année, par des placements judicieux – dont on sait parfois ce qu'ils signifient – aboutir à un bilan de fin d'année qui faisait apparaître un chiffre plus important que celui que nous avions mis à sa disposition. Finalement, je verrais comme un juste retour des choses que cette fructification par des placements judicieux retourne à un journal qui, finalement, s'occupe de la précarité, de la solidarité et du besoin des plus pauvres.

Je ferai remarquer encore une fois, mais pour l'anecdote cette fois-ci, que ce débat que nous menons est encore une forme de procès de la Poste, parce que, la

Poste, on la chasse par le Beulet et elle revient par le *Courrier*. Tout le monde sait que nombre de parutions dans notre pays souffrent de façon dramatique et sont contraintes, pour certaines, à disparaître du fait de l'augmentation dramatique des charges imposées par la Poste, cette grande régie dans laquelle beaucoup de Suisses, ou de gens en Europe globalement, ont cru et qui, maintenant, s'abandonne aux lois du dividende et à la loi du marché, la loi du marché que nous promettons d'autres grandes institutions et qui, finalement, condamne les plus pauvres à la disparition ou à une lutte difficile et dans laquelle ils doivent mettre beaucoup d'énergie, une énergie qui serait peut-être plus utile pour soulager des personnes dans le besoin.

M. Sami Kanaan (S). Je crois qu'il est important de préciser dans ce dossier – j'espère que c'est clair pour tout le monde, mais il vaut mieux le répéter afin qu'il n'y ait aucun malentendu – qu'il ne s'agit évidemment pas, ici, de juger le *Courrier*. On peut l'aimer ou pas; c'est une voix parmi d'autres dans le paysage médiatique genevois, qui, comme cela a déjà été dit par M. le maire, s'est pas mal rétréci ces dernières années. A l'époque, on pouvait ne pas trop s'en alarmer; on pouvait même imaginer qu'il y avait un certain luxe en matière de nombre de titres existants. Ce luxe est bien révolu et, maintenant, nous sommes vraiment proches du minimum. Je pourrais vous citer l'exemple de Bâle, qui est une agglomération assez similaire à Genève en taille et qui est aussi une agglomération frontalière. Bâle n'a qu'un grand titre quotidien et souffre beaucoup de cela; non pas que ce quotidien soit spécialement mauvais, mais il n'y a qu'une seule voix et, selon les préférences occasionnelles de ce quotidien, on prône une opinion, une prise de position très claire sur les sujets qui sont en jeu à Bâle. Tout le monde s'accorde donc à dire qu'il manque une deuxième, voire une troisième voix dans le paysage médiatique bâlois.

A Genève, nous avons la chance de ne pas encore connaître cette situation et je crois qu'il est de notre responsabilité, comme collectivité publique, de veiller à éviter que cette situation se produise. Comme je l'ai dit, nous ne sommes pas ici pour juger de la qualité du *Courrier* ou de son contenu; nous pouvons toutefois au moins dire que le *Courrier* assure un compte rendu des séances du Conseil municipal de manière très régulière. Evidemment, là aussi, je pense que les avis divergeront sur la manière exacte dont cela est fait, mais je crois que les avis divergeront tout autant, ou peut-être plus, sur la manière dont cela est fait dans d'autres quotidiens de la place. Je crois qu'il est important d'avoir plusieurs voix.

Il ne s'agit non plus pas nécessairement – même si cela joue un rôle – de la défense de l'emploi. Je suis évidemment soucieux du maintien des emplois existants au *Courrier*, d'autant plus que le secteur de la presse génère peu d'emplois – on ne peut pas dire qu'il y a un excès d'offres d'emplois pour les journalistes.

Motion: pour soutenir la diversité de la presse

Toutefois, ce n'est pas vraiment l'aspect prioritaire ici; l'aspect prioritaire est vraiment la diversité de la presse et pour une fois que je suis d'accord avec M. le maire, cela mérite d'être relevé: la presse n'est pas un produit marchand comme les autres. Nous vivons dans une période où beaucoup de choses sont devenues des produits marchands sous un tas d'excellents prétextes. La téléphonie est devenue un produit marchand soumis à des règles marchandes; les CFF, donc les trains, sont en train de devenir un produit marchand soumis à des règles purement marchandes; la Poste est en train d'en devenir un, on voit bien les résultats dans le cas du quartier de Saint-Jean. Même si l'économie de marché a parfois d'excellentes vertus d'efficacité, je crois que ses résultats sont en règle générale valables à très court terme et qu'ils n'induisent qu'une rationalisation de surface, des économies de surface et beaucoup de dégâts et de trous plus profonds et cela à plus long terme, en tout cas pour de nombreux secteurs. Une seule voix dans le paysage médiatique est, à mon avis, un très mauvais résultat de l'économie marchande. C'est typiquement un produit qui devrait être soustrait, partiellement sinon entièrement, à la logique pure et simple de l'économie de marché.

Le *Courrier* est d'ailleurs un journal qui, contrairement à d'autres, a relativement peu de publicité. Évidemment, certains diront que c'est la preuve qu'il ne répond pas à un besoin, parce que les publicitaires savent très bien décider si un média ou un produit en général est porteur; on investira alors dedans et cela lui assurera les ressources pour vivre. On remplira des pages de pubs pour McDo, Migros ou d'autres; c'est comme cela que l'affaire tourne. Cela veut dire que seules les lois de la majorité absolue prévaudront et que les voix minoritaires qui sont lues par un nombre plus restreint de personnes n'auront pas le droit d'exister. Pour nous, il est donc important de maintenir cette diversité de la presse et de soustraire, comme je l'ai dit, le *Courrier* à la logique marchande pure.

Quant au rôle de la Ville de Genève dans cette affaire, il a été dit que la Ville ne pourrait pas accorder au *Courrier* un soutien direct, car cela mettrait en danger, en quelque sorte, la liberté d'expression. Cela pourrait un jour devenir une possibilité pour le Conseil administratif, en théorie – ou la Ville, en général – d'influencer le contenu du média en question, parce qu'il subventionnerait directement ce journal. J'en déduis donc que TV Léman bleu est sous influence directe des organes de la Ville de Genève, puisqu'il y a déjà un soutien direct à notre télévision locale, soutien que je juge d'ailleurs parfaitement justifié, parce qu'on a au moins une télévision locale qui retransmet nos débats. D'ailleurs, il faudrait se le rappeler plus souvent, car l'écho que j'obtiens sur la qualité des débats du Conseil municipal, le jour où ils sont transmis, n'est pas fameux. Il faut donc garder en mémoire qu'il y a plusieurs milliers de personnes qui nous regardent en ce moment précis.

Il n'y a pas de raison, potentiellement, de refuser au *Courrier* ou, éventuellement, à d'autres médias – ce n'est pas l'objet aujourd'hui précisément – ce que

nous accordons à TV Léman bleu. C'est pour cela que nous considérons que la motion, telle qu'elle nous est proposée aujourd'hui, n'est pas seulement bonne, mais qu'elle propose le minimum de ce qu'on peut faire. Trouver des locaux moins onéreux, en particulier, est une solution pratique qui pourrait vraiment rendre service au *Courrier*. Quant à la première invite, elle paraît évidente, elle coule de source; c'est une affaire d'équité, il ne s'agit même pas de soutien au *Courrier*. Nous soutenons donc la motion amendée par la commission des finances et nous nous réservons la possibilité d'aller plus loin, le cas échéant, si cela est nécessaire.

Dernière remarque concernant l'amendement de M. de Freudenreich... (*Remarque de M. de Freudenreich.*) J'apprends que l'amendement n'est pas encore présenté; je prendrai alors position plus tard, mais cela allonge le débat.

M. Pierre de Freudenreich (L). Comme l'a dit M. le maire tout à l'heure, ce sujet est un sujet sensible, délicat, qu'il faut traiter avec certaines précautions. On a affaire – je trouve que c'est important de le rappeler – à une PME qui représente des emplois, qui a une structure, qui existe depuis un certain nombre d'années et qu'il convient de soutenir d'une manière ou d'une autre.

Il est clair, comme M. le maire l'a dit tout à l'heure, qu'il paraît *a priori* délicat pour une collectivité publique d'assurer un soutien à un journal, compte tenu des différents éléments qui ont été soulignés par plusieurs personnes dans cette enceinte. On a oublié que cela impliquerait en outre un précédent – je crois que c'est important de le dire – car, à partir du moment où une collectivité publique soutient, de manière directe, un journal d'opinion, quel qu'il soit, il n'y a aucune raison pour que d'autres journaux se trouvant dans des difficultés importantes ne bénéficient pas également d'un soutien.

D'ailleurs, M. Kanaan nous a expliqué tout à l'heure qu'il souhaitait, s'il le pouvait, d'un coup de baguette magique, modifier les règles de l'économie du marché, ce qui est quand même la seule possibilité actuellement envisageable pour faire fonctionner une collectivité publique et pour faire fonctionner une société. Il est clair qu'il faut tenir compte d'un certain nombre de paramètres et poser des garde-fous, mais, en attendant, le système en vigueur est le moins mauvais qui existe, étant donné que l'économie planifiée a disparu pour l'instant.

Le fait de proposer de soutenir ce journal, ou d'autres, pour les soustraire à l'économie du marché impliquerait un soutien financier important des collectivités publiques à l'ensemble de la presse, qu'elle soit électronique, écrite ou radio-phonique. Ce serait l'antithèse de la liberté d'expression et de la liberté de fonctionnement: à partir du moment où une collectivité serait propriétaire majoritaire

d'un média, nous verrions de quelle manière l'opinion serait traitée. C'est ce qui s'est passé hier à la Fondation HLM qui est propriétaire d'un nombre important d'immeubles de la Ville de Genève: vous n'avez rien trouvé de mieux que d'y nommer plus de 90% de gens représentant vos milieux; ce qui veut dire que la politique que vous prônez dans cette fondation ne peut être que la représentation de vos opinions, partagées seulement par 53% de la population de la ville de Genève, ce qui pose un certain nombre de problèmes par rapport à l'éthique – Madame la présidente, vous transmettez cela à M. Kanaan.

Il est important – et c'est pour cette raison que j'insistais tout à l'heure sur les emplois et sur le fait qu'on a affaire à une PME – que la Fondetec fasse bon office, bon accueil et accroisse son aide au *Courrier*, qui peut être traité comme n'importe quelle PME. On peut partir du point de vue qu'aujourd'hui, et cela a été dit et répété en commission, le *Courrier* est en difficulté momentanée; il faut que le *Courrier* retrouve une stabilité en termes de chiffres d'affaires et de nombre d'abonnements. Il faut octroyer au *Courrier* une aide financière ponctuelle pour l'aider à rebondir et à se redéployer; mais, pour cela, il faut de l'argent.

Des nouveaux locaux, c'est une bonne idée, mais il faut quand même garder la tête froide face aux chiffres qui nous sont soumis. Une fois la correction faite par le rapporteur, on parle d'un loyer de 45 600 francs par année, mais, même si le loyer était gratuit, cela ne suffirait pas à redresser la situation financière du *Courrier*. Comme cela a été dit tout à l'heure par M. le maire, même si la Ville de Genève poursuit sa politique de publicité dans ce journal et de souscription à des abonnements, notamment, cela ne suffira pas à sauver le *Courrier*. Il faut aller plus loin et le seul moyen pour aller plus loin, en gardant cette neutralité que nous devons respecter, est d'utiliser cette fameuse fondation et les moyens dont elle dispose, c'est-à-dire 20 millions. Cela a été dit tout à l'heure; il faut que le *Courrier* reçoive une aide ponctuelle, il faut lui donner une chance, un poumon financier qui lui permette de survivre et de se développer.

Je crois que c'est une erreur de tenter de politiser le débat sur la Fondetec, mais il ne faut pas oublier que c'est une question de prise de risque et d'appréciation de la situation. A l'époque, dans le cas d'*Info Dimanche*, vous aviez estimé qu'il convenait d'investir 750 000 francs pour favoriser la naissance d'un journal. Vous avez pris un certain nombre de risques, ce que je salue, car, dans la vie, de temps en temps, il faut prendre des risques. Mais vous êtes allés dans le mur, c'est parti en guenilles; les conventions collectives de travail n'ont pas été respectées, il y a eu des problèmes pénaux à la clé et, manifestement, l'argent a été mal utilisé.

Pour une question d'égalité de traitement et compte tenu de la situation particulière du *Courrier*, je dépose un amendement sur votre bureau, Madame la présidente, qui invite la Fondetec à accroître son soutien au *Courrier*. Je vous rap-

pelle, Mesdames et Messieurs, que la Fondetec est totalement libre de faire ce qu'elle veut, étant donné que c'est une fondation. A l'époque, je vous avais rendus attentifs au fait que, à partir du moment où vous choisissiez cette structure juridique, le Conseil municipal donnait 20 millions à la Fondetec et n'avait plus l'ombre d'une compétence dans la gestion et l'utilisation de ces fonds qui représentent 20 millions de francs d'impôts des contribuables de la ville de Genève. Mon amendement remplace l'invite N° 2 de la motion amendée par la commission par ceci:

Projet d'amendement

«Le Conseil municipal, au nom du principe de la diversité de la presse, invite la Fondetec à accroître le soutien qu'elle accorde au *Courrier*, à étudier toutes les possibilités d'appui dont elle dispose et à solliciter au besoin la Ville de Genève, notamment pour la mise à disposition de locaux adaptés.»

Je vous remercie de m'avoir écouté.

La présidente. Nous avons encore dix intervenants inscrits. Nous arrêterons les débats à 19 h pour les reprendre à 20 h 30. Je donne encore la parole à M. Deneys.

M. Roger Deneys (S). Merci, Madame la présidente. Je voudrais revenir sur les propos de M. Pierre Muller, qui a dit qu'on s'offrait une *Pravda*. C'est assez ridicule. Les 300 000 francs que nous investissons chaque année dans TV Léman bleu impliqueraient donc que les téléspectateurs qui nous regardent et qui nous écoutent maintenant sont, en fait, en train de regarder la télévision soviétique; que, moi, je suis en train de parler en russe et que tout le monde comprend le russe. Tout le monde aura appris cela aujourd'hui, c'est merveilleux! Mais je ne vois pas pourquoi un journal serait différent d'une télévision; c'est un média, un moyen d'expression et il est important de garantir la liberté d'expression. Nous soutenons une télévision régionale; nous pouvons soutenir un quotidien qui s'intéresse à la vie des habitants de cette ville.

Effectivement, la presse n'est pas une entreprise comme les autres et, actuellement, que constatons-nous? On constate que les journaux qui existent ne dépendent pas de la collectivité publique, mais de grandes entreprises, de multinationales, de bétonneurs, d'importateurs de voitures, etc. Qu'est-ce qu'on trouve dans ces journaux? De la propagande pour le béton et les voitures. En fait, on subit de toute façon une monotonie et un manque de diversité de l'information. Je ne vois

donc pas pourquoi une collectivité publique n'essayerait pas de garantir cette diversité, dans la mesure où l'ensemble de ces groupes de pression ne vise qu'à démanteler l'Etat social et l'Etat en général.

M. Pierre Muller, maire. Monsieur le conseiller municipal Deneys, je vous donne entièrement raison au sujet de la subvention que nous allouons actuellement à TV Léman bleu. Je pense en effet que nous devrions retirer cette subvention pour la simple et bonne raison qu'au départ elle a été conçue comme une aide à une entreprise nouvelle, une entreprise qui se créait. Il semble maintenant que TV Léman bleu ait atteint un rythme de croisière et obtienne des revenus suffisants pour vivre sans l'aide de la Ville de Genève. Si cela s'avérait être le cas, croyez-moi, je serais le premier à dire à TV Léman bleu: «Nous nous retirons de votre direction, cela vous mettra plus à l'aise, vous serez plus libre et la liberté d'opinion sera encore mieux garantie.»

Il faut faire une petite différence, et vous le savez, Monsieur Deneys, lorsque vous parlez média électronique et télévision, en particulier; il existe ce qu'on appelle un Office fédéral de la communication qui exerce un contrôle, ce qui n'est évidemment pas le cas dans la presse écrite.

Maintenant, imaginez, Monsieur Deneys, que, demain, un individu vienne et demande une subvention pour l'*Extension*. Quel sera alors l'avis de la gauche si on lui demande de subventionner l'*Extension*? Je connais déjà votre réponse, je vous remercie.

M. Roger Deneys (S). Je réponds juste à M. Pierre Muller que, effectivement, la subvention à l'*Extension* ne serait pas nécessaire, dans la mesure où ce journal vit déjà des fameux bétonneurs et importateurs de voitures. Une subvention n'est donc pas nécessaire pour un journal qui survit par ce biais-là. C'est bien là le problème, car, actuellement, nous n'imposons pas de critères; nous soutenons TV Léman bleu, peut-être parce que c'est un nouveau projet, mais nous n'avons pas de critères objectifs pour supprimer cette subvention.

En attendant, Monsieur Muller, vous conviendrez sûrement avec moi que, si la subvention à TV Léman bleu cesse, il y a aussi de fortes chances pour que les représentations publiques cessent, car un feuilleton, j'en suis sûr, suscitera plus d'audience que nos séances.

La présidente. Nous reprendrons ce débat à 20 h 30.

12. Propositions des conseillers municipaux.

La présidente. Je vous informe que la résolution N° 8, concernant le bal de l'Escalade de l'Association des habitants du Centre et de la Vieille-Ville et dont l'urgence a été acceptée au cours de cette séance, est retirée par ses auteurs.

13. Interpellations.

Néant.

14. Questions.

Néant.

Séance levée à 19 h.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	2166
2. Communications du bureau du Conseil municipal	2166
3. Interpellation de M. Roman Juon: «Plantons un arbre en l'honneur de la présidente de la Confédération, Ruth Dreifuss» (I-3)	2166
4. Interpellation de M. Roman Juon: «Non, non et non au parcage abusif des voitures de la gendarmerie devant le poste du Bourg-de-Four» (I-4)	2167
5. Clause d'urgence sur la résolution de M ^{me} Marie-France Spielmann et M. Roman Juon: «Autorisation du Service du domaine public pour le bal de l'Escalade de l'Association des habitants du Centre et de la Vieille-Ville» (R-8)	2169
6. Motion de M. Roman Juon, M ^{me} Sandrine Salerno et M. Gérard Deshusses: «Non aux marronniers sans marrons» (M-17)	2171
7. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 915 000 francs destiné à la promotion de la récupération des déchets ménagers organiques, dont à déduire une participation de 300 000 francs de l'Etat de Genève, soit un montant net à la charge de la Ville de Genève de 1 654 000 francs (PR-26).....	2176
8. Proposition du Conseil administratif en vue du bouclage de divers comptes d'acquisitions terminés, sans demande de crédit complémentaire (PR-27)	2193
9. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 2 988 305 francs destiné à la réalisation de différents projets de systèmes d'information prévus dans le plan informatique quadriennal 1999 (PIQ) (PR-28)	2199

10. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 530 000 francs destiné au renouvellement/acquisition de mobilier, machines de bureau et équipements de nettoyage pour les services de l'administration municipale - tranche 2000 (PR-30)	2212
11. Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la motion de MM. Philip Grant, Roger Deneys, René Grand, Didier Bonny, Didier Burkhardt, Bernard Paillard et Alain Marquet, renvoyée en commission le 29 septembre 1998, intitulée: «Pour soutenir la diversité de la presse» (M-338 A)	2250
12. Propositions des conseillers municipaux	2268
13. Interpellations	2268
14. Questions	2268

La mémorialiste:
Marguerite Conus